



Pro-ARIDES

Programme Agroalimentaire pour la Resilience Integree
et le Developpement Economique du Sahel



Pro-ARIDES Rapport Annuel 2025

Mai 2026

[Click for the
English
version](#)

Le Consortium

Donateurs



Partenaires de mise en œuvre du programme

Contents

Résumé Exécutif.....	3
1. Consolidation dans le progrès.....	5
1.1 À propos du programme.....	5
1.2 Contexte Régional et défis structurants en 2025.....	5
1.3 Approche d'intervention, mise en œuvre et logique programmatique.....	7
2. Résultats et transformations observées.....	9
2.1 Performance du programme par rapport au cadre de résultats 2021-2025.....	11
2.2 Histoires d'impact du programme en 2025.....	17
2.3 Lecture transversale des transformations	18
3. Gouvernance, pilotage et gestion du programme	21
3.1 Gouvernance du programme.....	21
3.2 Gestion des risques et mesures d'atténuation	23
3.3 Synergies et complémentarité avec d'autres interventions	23
4. Enseignements tirés et adaptations saillantes	25
5. Priorités nationales, Politique des donateurs et Pro-ARIDES.....	27
5.1 Priorités nationales et Pro-ARIDES.....	27
5.2 Politique Néerlandaise et Pro-ARIDES.....	27
5.3 Politique Danoise et Pro-ARIDES.....	28
6. Perspectives et orientations	29
6.1 Consolidation territoriale et renforcement de la résilience	29
6.2 Approfondissement de l'approche systémique et du pilotage adaptatif.....	30
Annexes.....	31

Liste des abréviations

AAP	Agricole, agro-pastoral et pastoral
ADR	Agence de Développement Régional
AGR	Activités génératrices de revenus
AMAPROS	Association Malienne pour la Promotion du Sahel
AMN	Association des Municipalités du Niger
ANFICT	Agence Nationale de Financement des Collectivités Territoriales
AVEC	Associations villageoises d'épargne et de crédit
BF	Burkina Faso
CARE	Cooperative for Assistance and Relief Everywhere
CCDMP	Climate Change, Conflict, Displacement and Irregular Migration Programme
CCFV	Commission de Conciliation Foncière Villageoise
CCP	Comité Consultatif Pays
CCR	Cadre Communal de Redevabilité
CCSI	Comité Communal de Suivi des Investissements
CEAP	Champs Écoles Agro-Pastoraux
CES/DRS	Conservation des Eaux et des Sols / Défense et Restauration des Sols
CFV	Commission Foncière Villageoise
CPAVI	Centre de Promotion de l'Aviculture Villageoise
DGIS/EKN	Directorate-General for International Cooperation / Embassy of the Kingdom of the Netherlands
DGPV	Direction Générale des Productions Végétales
DKMFA	Danish Ministry of Foreign Affairs
ECP	Équipe de Coordination Pays
FARN	Foyer d'Apprentissage et de Réhabilitation Nutritionnelle
FIL	Fonds d'Investissement Local
GRN	Gestion des Ressources Naturelles
ICRISAT	International Crops Research Institute for the Semi-Arid Tropics
IDAN	Innovations Digitales pour les Agropasteurs du Niger
IER	Institut d'Économie Rurale
INSO	International NGO Safety Organisation
KIT	Koninklijk Instituut voor de Tropen / Royal Tropical Institute
MAGEL	Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage
MEAP	Mécanisme Endogène d'Assistance de Proximité
MODHEM	Mobile Data for Moving Herd Management and better incomes
NEF	Near East Foundation
OF	Organisations de Femmes
OGRN	Organes de Gestion des Ressources Naturelles
OJ	Organisations de Jeunes
ONG	Organisation Non-Gouvernementale
OP	Organisations Paysannes
PARGFM	Projet d'Appui au Renforcement de la Gouvernance Foncière et Municipale
PDI	Personnes Déplacées Internes
PME	Petites et Moyennes Entreprises
PRO-ARIDES	Programme Agroalimentaire pour la Résilience Intégrée et le Développement Économique du Sahel
PRODEC	Programme Décentralisation et Bonne Gouvernance
PROMAP	Programme de Promotion de l'Agriculture Productive
PRESA	Programme de Résilience des Systèmes Alimentaires
RA	Recherche-Action
RED SAACC	Réseau pour le Développement Durable et l'Adaptation aux Changements Climatiques
SCOOPS	Sociétés Coopératives Simplifiées
SNV	Organisation Néerlandaise de Développement
TIC	Technologies de l'Information et de la Communication
UGP	Unité de Gestion Pays
UGMP	Unité de Gestion Multi-pays du Programme
UNHAS	United Nations Humanitarian Air Service
UNDSS	United Nations Department of Safety and Security
WUR	Wageningen University & Research



Résumé Exécutif

Le Programme Agroalimentaire pour la Résilience Intégrée et le Développement Économique du Sahel (Pro-ARIDES), mis en œuvre depuis 2021 au Burkina Faso, au Mali et au Niger, vise à renforcer durablement la résilience des ménages agricoles, agro-pastoraux et pastoraux dans des contextes marqués par des vulnérabilités sécuritaires, climatiques, économiques et institutionnelles croissantes. Porté par un consortium composé de SNV, CARE Pays-Bas, WUR et KIT, le programme s'inscrit dans une logique de transformation territoriale intégrée articulant production agricole, sécurité alimentaire, inclusion économique, gouvernance locale et gestion durable des ressources naturelles.

L'année 2025 marque la dernière année de la première phase quinquennale du programme (2021–2025). Cette période a permis de consolider plusieurs dynamiques territoriales progressivement construites dans les 71 communes d'intervention du programme malgré des environnements fortement contraints. Les conflits armés, les restrictions de mobilité, les déplacements de populations, les pressions sur les ressources naturelles ainsi que les effets du changement climatique ont continué d'affecter les systèmes agro-sylvo-pastoraux et les conditions de vie des populations rurales dans les trois pays d'intervention.

Dans ce contexte, Pro-ARIDES a maintenu une capacité importante d'adaptation opérationnelle à

travers des approches territorialisées, des mécanismes communautaires de proximité et des ajustements réguliers des modalités de mise en œuvre. Les interventions développées au cours de la phase 1 ont progressivement contribué au renforcement des capacités locales de production, d'organisation, de coordination et de résilience dans plusieurs territoires sahéliens fragiles.

À l'échelle du programme, 142 677 ménages ont été touchés au cours de la phase 1, soit un taux global d'atteinte de 101 % des objectifs fixés. Les interventions ont également concerné plus de 3 600 organisations locales, dont des organisations paysannes, organisations féminines, organisations de jeunes, structures communautaires de gestion des ressources naturelles, PME rurales et dispositifs communautaires.

Les résultats observés montrent des évolutions significatives dans plusieurs dimensions complémentaires des systèmes territoriaux soutenus par le programme :

- renforcement des systèmes de production agricoles et agro-pastoraux à travers les CEAP, les pratiques agroécologiques, les activités CES/DRS et les dispositifs de réplication communautaire ;
- amélioration progressive des capacités locales de sécurité alimentaire et de diversification nutritionnelle ;

- diversification des revenus des ménages à travers les AGR, les PME rurales, les AVEC et les mécanismes économiques territoriaux ;
- renforcement des organisations locales et des mécanismes communautaires de coordination ;
- progression de la participation économique et communautaire des femmes et des jeunes ;
- consolidation de plusieurs mécanismes locaux de gouvernance, de concertation et de redevabilité territoriale.

Les analyses conduites dans le cadre des travaux de Recherche-Action et de capitalisation montrent que les transformations observées résultent principalement des interactions entre plusieurs trajectoires complémentaires plutôt que d'effets associés à des interventions isolées. Les dynamiques les plus durables apparaissent généralement dans les territoires où les dimensions productives, économiques, communautaires et institutionnelles ont progressivement convergé autour de mécanismes locaux relativement structurés.

L'expérience de la première phase souligne également le rôle central des acteurs communautaires, des organisations locales, des collectivités territoriales et des mécanismes locaux de concertation dans la diffusion des pratiques, l'appropriation des interventions et la continuité des dynamiques soutenues. Les relais communautaires, les dispositifs AVEC, les FARN, les cadres de concertation et les mécanismes locaux de gouvernance ont contribué à renforcer progressivement les capacités locales d'organisation et de résilience dans les territoires d'intervention.

Les trajectoires observées demeurent toutefois fortement influencées par les contraintes sécuritaires, climatiques et institutionnelles affectant les territoires sahéliens. Les difficultés d'accès, les déplacements de populations, la dégradation des ressources naturelles ainsi que les fragilités économiques continuent de limiter les capacités locales de transformation dans plusieurs zones d'intervention. Certaines dynamiques soutenues depuis 2021 restent encore en phase de consolidation et nécessitent des accompagnements dans la durée.

Au cours de cette phase, le programme a également renforcé ses dispositifs de gouvernance, de suivi, de capitalisation et de pilotage adaptatif. Les mécanismes de coordination multi-pays, les travaux de Recherche-Action, les exercices de capitalisation et les dispositifs de suivi-apprentissage ont permis d'améliorer progressivement la compréhension des dynamiques de changement observées au niveau des ménages, des organisations locales et des territoires.

Les analyses stratégiques conduites dans le cadre du rapport montrent enfin une forte convergence entre les orientations de Pro-ARIDES et les priorités nationales des pays sahéliens ainsi que les politiques actuelles de coopération des Pays-Bas et du Danemark. Les approches développées par le programme autour de la résilience territoriale, de la sécurité alimentaire, de l'adaptation climatique, de l'inclusion économique et de la gouvernance locale s'inscrivent directement dans les orientations privilégiant des approches intégrées capables de renforcer simultanément résilience, stabilité et développement économique dans les contextes fragiles.

Les perspectives envisagées pour la phase suivante mettent l'accent sur la consolidation des dynamiques territoriales de résilience, le renforcement des systèmes agroalimentaires locaux, l'approfondissement des approches systémiques et le maintien de capacités fortes d'adaptation opérationnelle dans des contextes sahéliens en évolution permanente. La poursuite des efforts engagés en matière de gouvernance locale, de gestion durable des ressources naturelles, d'apprentissage territorial et de pilotage adaptatif apparaît essentielle pour accompagner durablement les trajectoires locales de transformation soutenues depuis 2021.



1. Consolidation dans le progrès

1.1 À propos du programme

Le Programme Agroalimentaire pour la Résilience Intégrée et le Développement Économique du Sahel (Pro-ARIDES), mis en œuvre depuis janvier 2021, vise à renforcer durablement la résilience, la sécurité alimentaire et les revenus des ménages agricoles et agro-pastoraux dans les zones rurales du Burkina Faso, du Mali et du Niger.

Porté par un consortium composé de SNV (chef de file), CARE Pays-Bas, Wageningen University & Research (WUR) et le Royal Tropical Institute (KIT), le programme s'inscrit dans une durée de dix ans (2021–2030), structurée en deux phases quinquennales.

Les zones d'intervention couvertes par le programme au Burkina Faso, au Mali et au Niger présentent des vulnérabilités structurelles importantes liées aux chocs climatiques, sociaux, économiques et sécuritaires, mais également des capacités locales d'adaptation, d'innovation et d'organisation communautaire (Figure 1).

Le programme agit simultanément sur plusieurs leviers complémentaires, notamment les capacités de production, l'accès aux services et aux opportunités économiques, le renforcement des organisations locales et les cadres de gouvernance territoriale. Les

transformations observées prennent place dans des contextes où les interventions agricoles, économiques, sociales et institutionnelles interagissent ensemble au niveau des ménages, des organisations et des systèmes locaux.

1.2 Contexte Régional et défis structurants en 2025

En 2025, Pro-ARIDES a poursuivi ses activités dans des contextes nationaux et régionaux marqués par une forte instabilité sécuritaire, climatique et socio-économique influençant directement les conditions de vie des populations rurales ainsi que les capacités locales de production, d'organisation et de résilience au Burkina Faso, au Mali et au Niger. (Annexe 1 : Situation sécuritaire, sanitaire et socio-politique).

Les contraintes sécuritaires continuent d'affecter les activités économiques et sociales locales. Les difficultés d'accès à certaines localités, les restrictions de mobilité ainsi que les déplacements de populations perturbent les systèmes de production, le fonctionnement des marchés et la continuité de certaines activités économiques rurales.

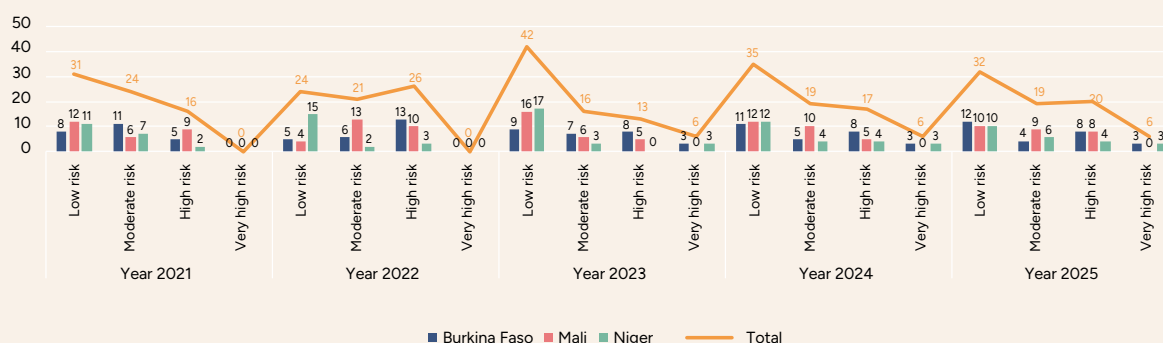
Figure 1: Pro-ARIDES intervention zones.



Figure 2: Crisis in countries of intervention (United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs, October 2025).



Graphe 1: Tendances en matière de sécurité dans les communes couvertes par le programme de 2021 à 2025.



Les transitions politiques et institutionnelles dans la région influencent également les cadres locaux de coordination et les environnements opérationnels dans lesquels interviennent les collectivités territoriales, les services techniques déconcentrés, les organisations communautaires et les acteurs économiques locaux. Les transitions institutionnelles et les reconfigurations de la gouvernance contribuent ainsi à un environnement régional en évolution permanente.

Les systèmes agro-sylvo-pastoraux demeurent par ailleurs fortement exposés aux effets du changement climatique et à la pression croissante exercée sur les ressources naturelles. Les irrégularités pluviométriques, les épisodes localisés de sécheresse et d'inondation ainsi que la dégradation des terres continuent d'affecter les capacités de production, la disponibilité alimentaire et les stratégies d'adaptation des ménages ruraux dans plusieurs communautés.

Les fragilités socio-économiques restent importantes dans plusieurs zones d'intervention, notamment en matière d'accès aux services économiques, de diversification des revenus, de fonctionnement des marchés locaux et d'accès aux opportunités économiques. Les femmes et les jeunes restent particulièrement exposés à ces contraintes malgré les appuis économiques et communautaires déployés dans les zones d'intervention du programme.

Depuis 2021, les contextes sécuritaires suivis par le programme se sont progressivement détériorés, entraînant une augmentation des déplacements de populations, une fragilisation des systèmes locaux et une réduction de l'accès à certaines zones rurales. Ces évolutions ont affecté les activités économiques, les chaînes d'approvisionnement, la mobilité des populations ainsi que les capacités de production et de commercialisation des ménages ruraux.

1.3 Approche d'intervention, mise en œuvre et logique programmatique

Dans des communes confrontées à des vulnérabilités structurelles, Pro-ARIDES s'appuie sur une approche intégrée et territorialisée visant à renforcer durablement la résilience des systèmes locaux plutôt qu'à répondre uniquement à des besoins ponctuels. Le programme considère que le renforcement durable de la résilience des ménages ruraux passe par un ensemble cohérent d'interventions complémentaires, ancrées dans les réalités territoriales, les initiatives communautaires et les capacités locales d'adaptation. (Annexe 2 : Approches d'intervention)

Le programme combine ainsi les capacités de production, les opportunités économiques, l'accompagnement communautaire, la gestion durable des ressources naturelles ainsi que les capacités locales de coordination et de gouvernance territoriale. Cette articulation entre dimensions productives, économiques, communautaires et institutionnelles vise à renforcer les capacités d'adaptation des ménages, des organisations locales et des espaces agro-pastoraux.

L'ancrage territorial constitue un élément central de cette stratégie. Les interventions sont mises en œuvre en collaboration étroite avec les collectivités territoriales, les organisations paysannes, les groupements de femmes, les organisations communautaires et les acteurs

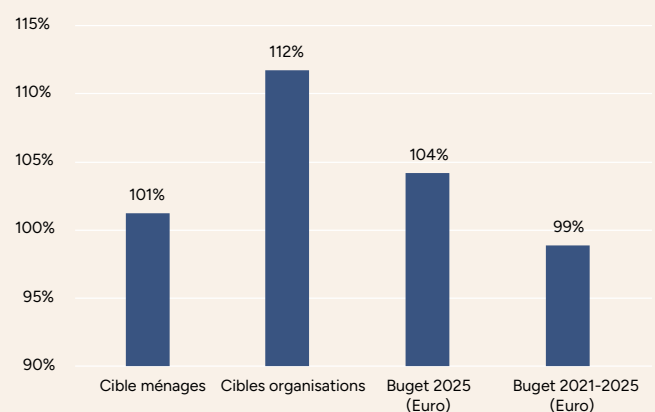
économiques locaux, favorisant l'appropriation locale des activités soutenues par le programme et le renforcement des structures locales de coordination et de diffusion.

L'année 2025 s'inscrit dans la continuité des approches et modalités de mise en œuvre développées depuis le lancement du programme dans des contextes opérationnels marqués par une forte variabilité sécuritaire, climatique et institutionnelle. Le programme est mis en œuvre dans 71 communes réparties entre les trois pays d'intervention, où les activités conduites couvrent un large éventail de domaines incluant notamment la production agricole et animale, la nutrition, la diversification économique, la gestion durable des ressources naturelles, les activités communautaires de sensibilisation ainsi que le renforcement des capacités des organisations locales et des acteurs territoriaux.

La mise en œuvre du programme a reposé sur une forte capacité d'adaptation territoriale afin de tenir compte de la diversité des contextes locaux et de l'évolution des réalités opérationnelles dans les zones d'intervention. Les modalités d'intervention ont privilégié la proximité communautaire, le renforcement des organisations locales et l'ancrage des interventions au niveau territorial afin de maintenir la continuité des activités dans des environnements parfois instables. Cela s'est notamment traduit par une adaptation des modalités d'intervention, un rôle accru des relais communautaires et une mobilisation continue des partenaires locaux, des collectivités territoriales et des structures communautaires (Annexe 3 : Parties prenantes).



Graph 2: Evolution du programme phase I



953

Villages touchés
dans les trois pays
d'intervention du
programme

142 677

Des ménages habilités
à gérer les terres et les
ressources en eau dont
10% Femmes chefs
de ménages et 3% de
pasteurs

3 614

Organisations touchées
par le programme
dont 77 OF, 77 OJ
et 869 AVEC

L'année 2025 a également permis de consolider plusieurs acquis développés depuis 2021. Au niveau local, les interactions entre collectivités territoriales, organisations paysannes, groupements communautaires et autres acteurs territoriaux ont continué de se structurer, favorisant une appropriation de plusieurs actions et cadres de collaboration soutenus par le programme ainsi qu'une continuité partielle de certaines actions au-delà des seules activités directement mises en œuvre.

Les modalités de mise en œuvre reflètent également la diversité des réalités territoriales rencontrées dans les trois pays d'intervention. Les niveaux d'avancement, les contraintes rencontrées et les capacités locales mobilisées demeurent variables selon les territoires, influençant les rythmes de déploiement ainsi que les trajectoires locales de mise en œuvre.

La dernière année du premier cycle quinquennal du programme a enfin constitué une période importante de consolidation des acquis, de capitalisation des expériences et de structuration des enseignements issus des différentes trajectoires d'intervention. Les travaux de suivi, d'évaluation, de documentation et de

capitalisation réalisés au cours de cette période ont permis d'approfondir la compréhension des évolutions observées au niveau des ménages et des communautés.

Le programme a poursuivi ses efforts en matière de communication, de capitalisation et de visibilité afin de renforcer le partage des expériences, la diffusion des résultats et le dialogue avec les partenaires institutionnels, les bailleurs de fonds et les acteurs locaux (Annexe 4 : Résultats en matière de Communication). Les plateformes digitales, les réseaux sociaux, les radios communautaires ainsi que différents supports multilingues ont été mobilisés afin d'adapter la diffusion aux publics institutionnels et communautaires dans les trois pays d'intervention.

Sur le plan financier, le programme présente un niveau d'exécution budgétaire global élevé en 2025, avec un taux d'exécution annuel de 104 % et au terme de la phase I, sous réserve de confirmation par l'audit en cours, un taux cumulé de 99 % (Annexe 5 : Pro-ARIDES Exécution Budgétaire 2025 et Annexe 6 : Pro-ARIDES Rapport Financier 2025).



2. Résultats et transformations observées

Cette section présente une lecture consolidée des principaux résultats et changements documentés au cours de la phase 1 du programme Pro-ARIDES (2021–2025) dans les zones d'intervention du Burkina Faso, du Mali et du Niger¹. Elle combine les données de performance du programme, les enseignements issus de la Recherche-Action, les exercices de capitalisation ainsi que les informations opérationnelles produites dans le cadre du suivi des activités. (Annexe 10 : Résultats par pays 2025).

Au-delà des réalisations immédiates, l'analyse met en perspectives les évolutions observées autour des systèmes de production, de la sécurité alimentaire, de l'inclusion économique et sociale, de l'organisation communautaire et de la gouvernance territoriale. Cette lecture s'inscrit dans une logique de contribution, en tenant compte des interactions entre les différentes trajectoires d'intervention, des capacités locales d'adaptation et des contextes sécuritaires, climatiques et institutionnels dans lesquels évoluent les acteurs accompagnés par le programme.

Les histoires d'impact viennent compléter cette lecture afin d'illustrer certaines évolutions observées au niveau des ménages, des organisations locales et des communautés au cours des cinq premières années du programme.

Les tableaux ci-contre synthétisent les principaux résultats atteints au niveau du programme et des trois pays d'intervention, ainsi qu'un aperçu des outputs prioritaires suivis dans le cadre des engagements avec les bailleurs.

¹ Source des informations
Annexe 7 : Répartition des acteurs locaux et activités clés dans les trois pays
Annexe 8 : Aperçu des trajectoires et domaines de résultats Pro-ARIDES
Annexe 9 : Activités menées en 2025 par trajectoire du programme

Tableau 1: Principaux résultats par pays

Programme	Plan	Réalisation	Taux
Ménages agricoles		78 385	
Ménages agro-pastoraux		38081	
Ménages pastoraux		3719	
Ménages indirects		22492	
Menages Totaux	141650	142677	101%
OP	1281	1669	130%
OF	84	77	92%
OJ	84	77	92%
OGRN	1166	1094	94%
PME	619	697	113%
Burkina	Plan	Réalisation	Taux
Ménages agricoles		18246	
Ménages agro-pastoraux		17833	
Ménages pastoraux		1268	
Ménages indirects		14137	
Menages Totaux	51187	51484	101%
OP	380	338	89%
OF	28	28	100%
OJ	28	28	100%
OGRN	616	616	100%
PME	431	431	100%
Mali	Plan	Réalisation	Taux
Ménages agricoles		23759	
Ménages agro-pastoraux		9627	
Ménages pastoraux		803	
Ménages indirects		4129	
Menages totaux	52153	52875	101%
OP	403	488	121%
OF	33	32	97%
OJ	33	31	94%
OGRN	311	297	95%
PME	57	114	200%
Niger	Plan	Réalisation	Taux
Ménages agricoles		36380	
Ménages agro-pastoraux		10621	
Ménages pastoraux		1648	
Ménages indirects		4226	
Menages totaux	38310	38318	100%
OP	498	843	169%
OF	23	17	74%
OJ	23	18	78%
OGRN	239	181	76%
PME	131	152	116%



En 2025, la mise en œuvre du programme a varié en ampleur et en intensité selon les pays. Malgré un contexte difficile dans les pays d'intervention, le programme affiche un niveau d'atteinte des objectifs globalement élevé, soutenant les changements escomptés conformément aux indicateurs du cadre de résultats. Ces résultats sont rapportés par pays (voir Annexe 11 : Outputs planifiés et réalisation 2025).

Tableau 2: Outputs prioritaires des donateurs

Output	Indicateur	2025			Donateurs
		Cibles planifiées	Cibles réalisées	%	
Conscience accrue auprès des ménages et des OPs/OFs sur les avantages d'une alimentation saine et des processus décisionnels participatifs	# Ménages AAP (h/f) accompagnés à travers des activités de diversification / nutrition	5 069	6 533	129%	DGIS
Technologies, intrants, pratiques, adaptés au climat et aux besoins des ménages (à leur main d'œuvre), rendus disponibles	Superficie (Ha) de terres couvertes par les technologies résilientes au changement climatique	30 033	20 711	69%	DGIS
Connaissance accrue des ménages AAP et des OPs sur les pratiques pour gérer les ressources de l'exploitation de manière durable	# Ménages AAP participants aux activités de formation sur la production résiliente au changement climatique	7 229	6 037	84%	DGIS
Ménages agricoles et (agro) pastoraux (ménages AAP) et femmes et jeunes, mis en relation avec des opportunités génératrices de revenus hors exploitation agricole	# Ménages AAP (h/f) accompagnés à travers des AGR hors exploitation agricole	200	200	100%	CCDMP
Capacités et connaissances améliorées des fournisseurs, qui livrent des services spécifiques (dont certains basés sur les TIC) aux différents utilisateurs/ clients	# PME et OP fournissant des services aux ménages AAP accompagnées pour le renforcement de leurs capacités sur la fourniture des services répondant aux besoins des ménages	1 518	1 416	93%	CCDMP
Référentiels élaborés des mécanismes et outils en sécurisation foncière des ménages APP et en gestion des ressources naturelles ()	# Commune qui ont mis en place ou accompagné pour la redynamisation de leur Structure foncière	71	57	80%	CCDMP
Capacités améliorées des groupes sociaux fonciers sur les dialogues multipartites, la GRN, la prise de décision équitable, et la résolution des conflits (capacités de médiation)	# organisations accompagnées pour renforcer leurs capacités de médiation, de dialogue multipartite, de GRN, de prise de décision inclusive	687	678	99%	CCDMP

Bonne performance >= 90%

Moyenne performance >=75% < 90%

Faible performance < 75%

2.1 Performance du programme par rapport au cadre de résultats 2021-2025

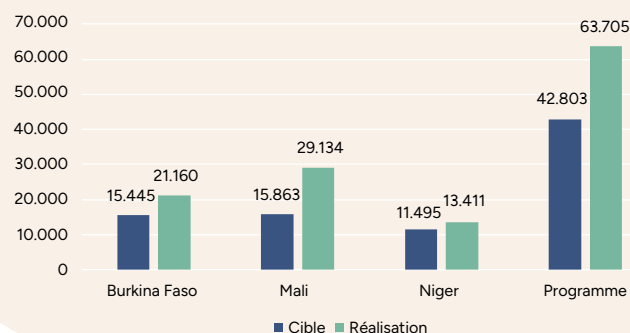
Cette section présente les principales évolutions documentées au niveau des ménages, des organisations locales et des communes accompagnés par le programme Pro-ARIDES à la suite de l'évaluation de Performance 2025. Elle croise les données de suivi du cadre de résultats, les apports de la Recherche-Action, de capitalisation et des analyses territoriales afin de proposer une lecture intégrée des changements accompagnés au cours de la phase 1 pour la production agricole, la résilience communautaire, l'inclusion économique et la gouvernance territoriale. (Annexe 12 : Approche méthodologique et cadre analytique et autres sources d'information et les sources d'information du programme²).

2.1.1 Renforcement des systèmes de production et des moyens d'existence

En 2025, les activités déployées par Pro-ARIDES ont renforcé les systèmes de production agricoles et agro-pastoraux ainsi que les capacités de diversification des moyens d'existence dans les zones d'intervention du Burkina Faso, du Mali et du Niger. Les actions conduites ont combiné diffusion de pratiques agricoles améliorées, accès à des semences et technologies adaptées, accompagnement technique des producteurs et soutien aux initiatives économiques locales.

La diffusion des pratiques agricoles améliorées s'est notamment appuyée sur les CEAP, les champs de réplification communautaire et les espaces locaux de démonstration mis en place dans plusieurs espaces du Burkina Faso, du Mali et du Niger. Au Mali, 71 CEAP et plus de 150 champs de réplification ont été déployés avec la participation de plus de 1 200 producteurs, dont 402 femmes et 622 jeunes. Au Niger, 67 CEAP ont mobilisé près de 1 833 apprenants, dont 661 femmes. Ces espaces ont facilité la diffusion de pratiques agroécologiques, de techniques CES/DRS, de variétés améliorées et biofortifiées, ainsi que l'expérimentation locale de pratiques adaptées aux contraintes climatiques et aux besoins des ménages. Les approches de démonstration et de réplification ont également été prolongées à travers des activités de maraîchage,

Graphe 3: Nombre de ménages AAP (h/f) qui ont augmenté leur production



de jardins de case et de sensibilisation nutritionnelle conduites au niveau communautaire. Au Mali, 875 jardins de case ont notamment été réalisés dans les cercles de Bankass, Koro, San et Tominian afin de soutenir la diversification alimentaire et la production de proximité. En complément, l'introduction de variétés améliorées et biofortifiées de mil, sorgho, niébé et arachide a été soutenue à travers 84 champs écoles spécialisés développés en collaboration avec ICRISAT. Les activités de sélection participative et de multiplication semencière ont mobilisé 41 producteurs sur plus de 10 hectares de parcelles tests, avec l'objectif de renforcer la disponibilité locale de variétés plus résilientes et adaptées aux besoins nutritionnels des ménages. À l'issue des premières récoltes, près de 3 tonnes de semences ont pu être reconstituées pour les campagnes agricoles suivantes. L'implication des producteurs testeurs, des CEAP, des champs de réplification et des relais communautaires a notamment visé à renforcer les capacités locales de production, d'appropriation et de circulation des semences améliorées au sein des territoires d'intervention.

Les espaces de démonstration ont enregistré des gains productifs significatifs. Les mesures disponibles indiquent une amélioration moyenne des rendements estimée à 58 % pour les pratiques agricoles améliorées par rapport aux pratiques paysannes traditionnelles, avec des variations selon les spéculations : +53 % pour le mil, +50 % pour le fonio et jusqu'à +81 % pour le niébé.

Ces appuis ont également contribué à renforcer certaines capacités locales d'adaptation face aux contraintes climatiques et environnementales. Les pratiques agroécologiques, les approches de

² Sources d'information

Annexe 13 : Etude de performance Ménages Pro-ARIDES Burkina Faso (Quantitatif et qualitatif) ;

Annexe 14 : Etude de performance Ménages Pro-ARIDES Mali (Quantitatif et qualitatif) ;

Annexe 15 : Etude de performance Ménages Pro-ARIDES Niger (Quantitatif et qualitatif) ;

Annexe 16 : Etude de performance des organisations (Burkina Faso, Mali, Niger) ;

Annexe 17 : Etude de performance des PME (Burkina Faso, Mali, Niger) ;

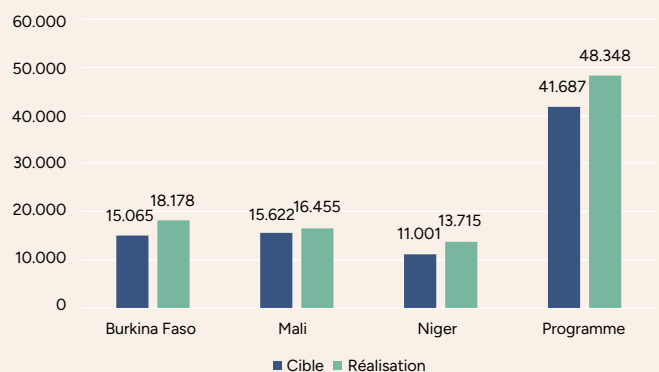
Annexe 18 : Etude de cas de la Résilience aux changements climatiques (Burkina, Mali, Niger)

Annexe 19 : Résultats Recherche Action 2025

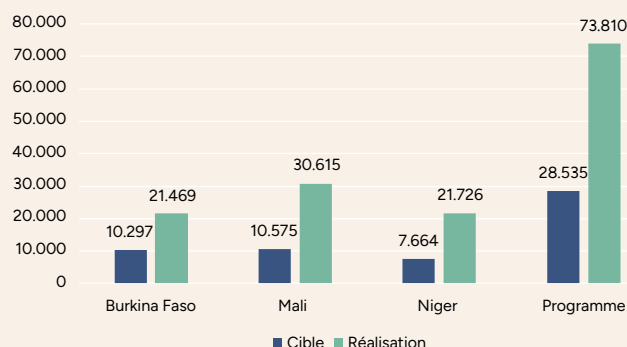
Annexe 20 : Performance du programme par rapport au cadre de résultats

Annexe 21 : Suivi des dynamiques de changements au niveau communal (Burkina, Mali, Niger)

Graphe 4: Nombre de ménages AAP (h/f) ayant diversifié la production, y inclut la culture maraîchère



Graphe 5: Nombre de ménages AAP (h/f) ayant amélioré leur régime alimentaire



conservation des eaux et des sols, la restauration des terres ainsi que l'introduction de variétés plus résilientes ont permis de sécuriser certaines activités agricoles. Plus de 800 ménages ont notamment été accompagnés sur les pratiques de restauration et de conservation des sols, tandis que plus de 12 000 plants à vocation alimentaire et fourragère ont été introduits dans les zones d'intervention.

Au Niger, les études et travaux de suivi font également ressortir une adoption importante de plusieurs bonnes pratiques agricoles dans les zones d'intervention Pro-ARIDES. Les évolutions observées concernent notamment les pratiques agroécologiques, les techniques CES/DRS, la Régénération Naturelle Assistée (RNA), les systèmes de collecte et de stockage des eaux ainsi que certaines approches de diversification et d'amélioration des systèmes de production. Ces changements ont été soutenus par les approches d'accompagnement, de démonstration et de réplique à travers les CEAP, les champs de réplique et les relais communautaires.

La diversification productive et économique a constitué un autre levier important de renforcement des moyens d'existence. Les appuis ont notamment porté sur le maraîchage, l'aviculture, l'apiculture, la pisciculture et la transformation agroalimentaire. À l'échelle du programme, 35,07 % des ménages accompagnés ont diversifié leur production, avec des résultats relativement équilibrés entre les trois pays. Par exemple, au Burkina Faso, les activités avicoles ont notamment permis la production de plus de 3 800 poussins, l'élevage de plus de 1 800 volailles améliorées ainsi que la commercialisation de plusieurs centaines de têtes de volailles.

Au-delà de la production agricole, les appuis économiques ont également soutenu la diversification des revenus des ménages. Plus de 3 000 porteurs d'initiatives économiques hors exploitation agricole ont

été accompagnés, aux côtés de plusieurs PME locales impliquées dans les chaînes de valeur et les services économiques territoriaux. Les indicateurs agrégés indiquent que 71,73 % des ménages accompagnés ont diversifié leurs sources de revenus, avec des niveaux particulièrement élevés au Burkina Faso et au Mali. Les écarts observés entre pays spécifiés en annexe rappellent toutefois que les activités économiques locales demeurent fortement influencées par les contextes territoriaux, l'accès au financement, les capacités organisationnelles locales ainsi que les contraintes sécuritaires et climatiques affectant les zones d'intervention.

2.1.2. Évolutions en matière de sécurité alimentaire, nutrition et résilience des ménages

Pro-ARIDES a également contribué au renforcement de la sécurité alimentaire, de la nutrition et de la résilience des ménages du Burkina Faso, du Mali et du Niger. Les activités mises en œuvre ont combiné diversification des productions, amélioration des pratiques nutritionnelles, valorisation des produits locaux, sensibilisation communautaire et renforcement des capacités locales d'adaptation.

Les activités de diversification alimentaire et de nutrition communautaire ont constitué un axe important de l'intervention. Au Niger, plus de 17 500 ménages ont été accompagnés à travers des activités de diversification des productions et des systèmes alimentaires. À l'échelle du programme, plus de 5 100 ménages ont bénéficié de formations sur la diversification nutritionnelle, notamment à travers le développement et la diffusion de 35 recettes culinaires adaptées aux contextes locaux. Dans plusieurs communes, ces approches ont également intégré la valorisation de produits de cueillette identifiés dans le cadre des travaux de Recherche-Action, notamment au Niger. Ces activités se sont appuyées sur les FARN, les démonstrations culinaires ainsi que la mobilisation de 333 relais communautaires et « mamans lumières ».

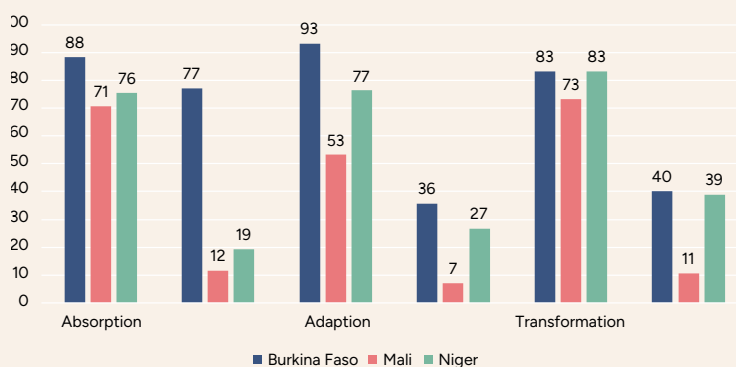
À l'échelle du programme, 52,1 % des ménages accompagnés ont amélioré leur régime alimentaire au cours de la phase 1, avec des résultats modestes au Burkina Faso (41,7%) et particulièrement élevés au Mali (57,9%) et au Niger (56,7%).

La Recherche-Action met également en évidence une perception globalement positive des évolutions en matière de revenus et de sécurité alimentaire. Parmi les ménages interrogés, 79 % rapportent des évolutions positives depuis 2021, tandis que 15 % évoquent des évolutions négatives principalement liées aux contraintes climatiques, économiques ou sécuritaires affectant les systèmes agro-sylvo-pastoraux. Les ménages attribuent ces trajectoires à une combinaison de facteurs incluant les interventions du programme, les initiatives locales et les capacités propres d'adaptation développées au niveau des ménages.

L'étude d'impact apporte toutefois une lecture plus nuancée des résultats plus contrastés selon les échelles d'observation. Au Niger, l'étude d'impact conduite au niveau des villages n'a pas mis en évidence d'effet significatif du programme sur la sécurité alimentaire et les revenus à l'échelle populationnelle par rapport aux villages témoins. Ces constats suggèrent néanmoins que les effets du programme apparaissent davantage au niveau des bénéficiaires directs et que certaines transformations nécessitent encore un changement d'échelle et une consolidation dans la durée pour produire des effets plus largement observables au niveau territorial.

Les travaux sur la résilience des ménages indiquent néanmoins que les bénéficiaires directs du programme présentent des capacités de résilience significativement plus élevées que les groupes de contrôle. Les écarts observés concernent notamment la diversification des revenus, les capacités d'adaptation des systèmes de production, les outils de gestion des chocs ainsi que certaines dimensions liées à la sécurité alimentaire des ménages. Ces résultats tendent à confirmer que les effets du programme apparaissent plus nettement au niveau des ménages directement accompagnés qu'à l'échelle populationnelle des communes. Le programme a également soutenu la diversification des cultures, les pratiques CES/DRS, les systèmes de collecte des eaux de pluie, le warrantage, les infrastructures de stockage ainsi que certains aménagements hydro-agricoles et systèmes d'irrigation ou de forage solaire.

Graph 6: Contribution du Programme aux capacités de résilience aux Changements climatiques

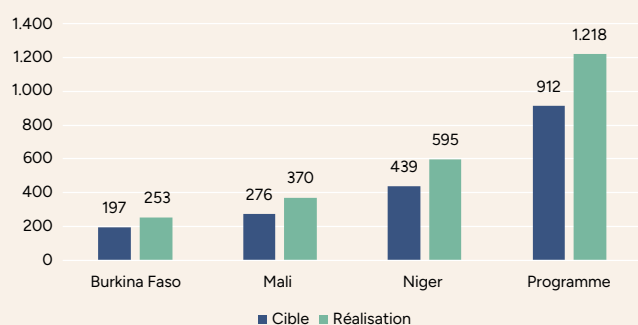


Dans le cadre du programme, la résilience climatique est définie comme la capacité à anticiper, se préparer et répondre aux risques, tendances ou perturbations liés au climat. Son développement implique le renforcement des capacités d'absorption, d'adaptation et de transformation des communautés et des organisations locales.

Les études de cas au Burkina Faso, au Mali et au Niger ont permis de tirer des conclusions sur les capacités d'absorption, d'adaptation et de transformation des communautés et des organisations locales cibles du programme (Annexe 18 : Etudes de cas de la Résilience aux changements climatiques : Burkina Faso, Mali, Niger).

- Capacités d'absorption : une grande majorité des ménages cibles estiment que le programme a amélioré leur capacité d'absorption. Le programme a eu un impact significatif sur la résilience des ménages face aux chocs climatiques.
- Capacité d'adaptation : une grande majorité des ménages cibles reconnaissent une amélioration de leur capacité d'adaptation grâce au Pro-ARIDES. Le programme a renforcé les pratiques résilientes et la diversification des activités économiques. L'enquête qualitative a mis en lumière l'impact positif du Pro-ARIDES sur le renforcement des capacités d'adaptation des communautés locales face aux défis climatiques.
- Capacité de transformation : une grande majorité des ménages cibles déclarent que le programme a amélioré leur capacité de transformation. Le programme a permis une évolution structurelle des moyens de subsistance des bénéficiaires. Le programme Pro-ARIDES a exercé une influence significative sur la transformation socio-économique des communautés bénéficiaires, en mettant en œuvre des initiatives visant à renforcer leur résilience face aux défis climatiques et économiques.

Graphe 7: Nombre OP/OF/OJ/PME/organes communales dans lesquelles les femmes et les jeunes occupent au moins un poste clé



Dans l'ensemble, ces résultats traduisent un renforcement des capacités des ménages et des communautés à faire face aux contraintes affectant les systèmes agroalimentaires locaux, malgré des contextes encore marqués par l'instabilité sécuritaire, les chocs climatiques et les fragilités économiques.

2.1.3 Renforcement des organisations locales et des coopérations territoriales

Au cours de la phase 1, Pro-ARIDES a soutenu le renforcement des organisations locales et des coopérations territoriales dans les zones d'intervention du Burkina Faso, du Mali et du Niger. Les appuis ont porté sur l'accompagnement des organisations paysannes, des coopératives, des unions locales, des groupements féminins, des AVEC ainsi que des acteurs économiques impliqués dans les chaînes de valeur et les systèmes économiques locaux.

Les appuis apportés ont combiné formations techniques, accompagnement organisationnel, structuration des groupements et soutien aux initiatives économiques locales. Plusieurs dizaines de PME rurales et plus de 3 000 porteurs d'initiatives économiques ont notamment bénéficié d'un accompagnement dans le cadre des activités de structuration économique et des Fonds FIL. Dans plusieurs communes, ces appuis ont renforcé les capacités locales de gestion collective, d'organisation économique et de diversification des activités.

Les espaces locaux de concertation soutenus par le programme, notamment les AVEC, cadres de concertation, activités de sensibilisation locale et approches de coordination communautaire, ont favorisé différents échanges au niveau communal et villageois. Les fora communautaires conduites dans 27 communes et 107 villages ont favorisé les échanges entre collectivités territoriales, services techniques déconcentrés, organisations communautaires et acteurs

économiques locaux autour des enjeux liés à la sécurité alimentaire, à la gestion des ressources naturelles et au développement territorial.

Dans plusieurs communes, les CCR, les CCSI ainsi que d'autres cadres locaux de redevabilité ont consolidé les cadres de concertation territoriale, de mobilisation collective et de suivi des initiatives soutenues par le programme.

Parallèlement, plusieurs initiatives de numérisation du suivi local, de gestion des données et de pilotage communal ont contribué à renforcer certaines capacités locales d'organisation et de coordination. Ces appuis ont notamment porté sur l'introduction d'outils numériques de suivi des activités, de gestion fiscale locale et de collecte d'informations au niveau communal et communautaire. Dans certaines communautés, ces évolutions ont facilité une meilleure circulation de l'information entre collectivités, services techniques, organisations communautaires et relais locaux, tout en renforçant les capacités locales de suivi administratif et de gestion territoriale.

La phase 1 a également renforcé les liens entre collectivités territoriales, organisations communautaires, organisations paysannes, structures de gestion des ressources naturelles et autres acteurs locaux impliqués dans les zones d'intervention. Au-delà du renforcement individuel de certaines organisations, les approches développées par Pro-ARIDES ont contribué à structurer des espaces locaux de coopération entre acteurs autour des enjeux de production, gestion des ressources naturelles, de prévention des conflits et de développement économique local.

Dans plusieurs contextes, cette mise en relation des acteurs locaux a facilité la circulation de l'information, le partage d'expériences ainsi qu'une meilleure continuité de certaines actions collectives au niveau communautaire et territorial.

2.1.4 Inclusion économique et sociale des femmes et des jeunes

Le programme Pro-ARIDES a accordé une attention importante à l'inclusion économique et sociale des femmes et des jeunes dans les zones d'intervention. Les appuis ont porté à la fois sur l'accès aux opportunités économiques, le renforcement des capacités, la participation communautaire et le développement de cadres favorisant une implication plus active des femmes et des jeunes dans les processus locaux de résilience et de développement territorial.

Les activités de réplication communautaire et de sensibilisation locale (CEAP, champs de réplication) ont mobilisé près de 5 000 participants, dont plus de 4 300 femmes impliquées dans les activités de diffusion communautaire, d'accompagnement local et de sensibilisation. Elles ont renforcé leur participation dans les espaces locaux de diffusion des pratiques agricoles, nutritionnelles et communautaires.

Les femmes ont également joué un rôle important dans les mobilisations communautaires liées à la nutrition et à la sécurité alimentaire à travers les FARN, les démonstrations culinaires et les activités de sensibilisation nutritionnelle. Au total, 333 relais communautaires et « mamans lumières » notamment mobilisées au Niger et au Mali dans les approches nutritionnelles communautaires et pastorales, ont accompagné les ménages sur les questions liées à la diversification alimentaire, à la nutrition des enfants et à la valorisation des produits locaux.

Les appuis économiques ont permis à plusieurs milliers de femmes et de jeunes de renforcer leur implication dans différentes activités productives et génératrices de revenus, notamment dans le maraîchage, l'aviculture, la transformation agroalimentaire, le petit commerce, l'apiculture ou encore les initiatives soutenues dans le cadre des FIL. Les AVEC et les initiatives locales d'épargne-crédit ont également contribué à renforcer certaines capacités d'organisation économique et d'autonomisation locale. Dans plusieurs communes, 54 nouveaux AVEC regroupant plus de 1 800 membres, dont environ 92 % de femmes, ont été mis en place et accompagnés dans leurs activités d'épargne, de crédit et de financement d'activités génératrices de revenus. Dans certains espaces, les activités d'accompagnement économique et communautaire se sont également appuyées sur l'utilisation d'outils numériques de suivi, de communication et de diffusion d'informations au bénéfice des organisations locales, des relais communautaires et des acteurs économiques accompagnés. Ces usages ont notamment concerné le suivi des activités, la circulation des informations entre acteurs territoriaux ainsi que des initiatives de gestion locale et de sensibilisation communautaire.

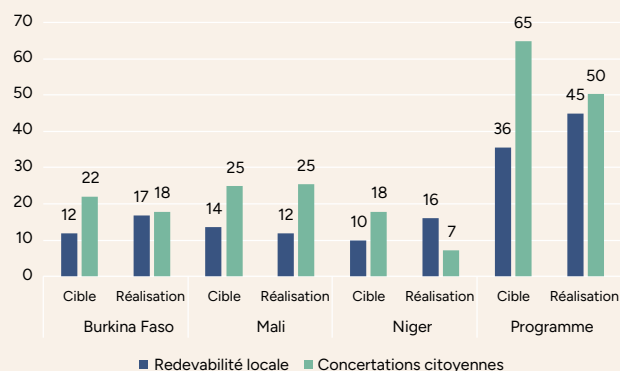
À l'échelle du programme, la participation des femmes et des jeunes a progressé dans certaines organisations paysannes, organisations féminines, organisations de jeunes, PME locales et cadres de concertation. Dans plusieurs communes, 128 comités de « hommes engagés » mobilisant près de 2 000 membres ont également été accompagnés autour des enjeux liés à l'évolution des normes sociales, à la participation communautaire et à l'inclusion des femmes et des jeunes.

Plusieurs récits de capitalisation mettent notamment en évidence des trajectoires d'autonomisation économique, de renforcement de la confiance sociale et d'implication accrue dans les mobilisations communautaires locales, même si ces évolutions demeurent contrastées selon les contextes territoriaux et socioculturels.

Les situations restent toutefois contrastées selon les communautés et les contextes socioculturels. Les contraintes liées à l'accès aux ressources économiques, aux normes sociales et aux vulnérabilités structurelles continuent d'influencer les situations d'inclusion dans plusieurs zones d'intervention.



Graphe 8: Nombre OP/OF/OJ/PME/organes communales dans lesquelles les femmes et les jeunes occupent au moins un poste clé



2.1.5 Gouvernance locale, coordination et transformations institutionnelles

Entre 2021 et 2025, Pro-ARIDES a soutenu le renforcement de la gouvernance locale, de coordination territoriale et de renforcement institutionnel dans les zones d'intervention du Burkina Faso, du Mali et du Niger. Les activités ont porté sur le renforcement des cadres de concertation, l'amélioration des structures locales de coordination ainsi que le développement d'outils de gestion territoriale, de suivi communautaire et de mobilisation locale.

Dans plusieurs communes, le programme a renforcé la collaboration entre collectivités territoriales, services techniques déconcentrés, organisations communautaires, organisations paysannes et acteurs économiques locaux. Les CCR, les CCSI et les cadres de concertation communautaire ont soutenu des échanges réguliers autour des enjeux liés à la sécurité alimentaire, à la gestion des ressources naturelles, à la cohésion sociale et au développement économique local.

Les concertations citoyennes, les journées de redevabilité et les approches communautaires de suivi participatif (CCR, CCSI) ont contribué à renforcer certaines capacités locales de dialogue social, de coordination collective et de participation citoyenne au niveau local. Des avancées sont visibles dans plusieurs communes accompagnées, notamment en matière de redevabilité et de transparence locale. Elles se sont également accompagnées d'un renforcement des relations entre collectivités locales et populations, notamment autour des enjeux de transparence locale, de circulation de l'information et de participation citoyenne aux cadres de concertation et de redevabilité.

Les appuis apportés aux organisations paysannes, aux unions locales, aux PME rurales et aux acteurs impliqués dans les chaînes de valeur ont amélioré certaines capacités locales de coordination économique et de gestion collective.

Dans plusieurs communes, les premières initiatives de digitalisation territoriale ont permis d'améliorer les capacités locales de gestion des données, de suivi administratif et de pilotage territorial. Dans plusieurs communes du Niger, l'introduction d'outils numériques de suivi et de gestion fiscale locale s'est accompagnée d'une augmentation importante des recettes fiscales communales, avec des progressions atteignant selon les cas plus de 73 % à 116 %. Cette progression résulte à la fois d'une amélioration des capacités locales de gestion, du suivi des recettes et du renforcement des approches communautaires de mobilisation et de redevabilité locale.

Les cadres communautaires de gestion des ressources naturelles (organes fonciers locaux, concertations agro-pastorales et cadres de médiation) et les activités de concertation locale mises en place dans plusieurs espaces agro-pastoraux ont contribué à renforcer certaines capacités locales de prévention des conflits et de sécurisation du foncier et des moyens d'existence.

2.1.6 Analyse transversale des évolutions observées

La lecture transversale des résultats indique que les évolutions soutenues par Pro-ARIDES reposent principalement sur l'articulation entre plusieurs trajectoires complémentaires mises en œuvre depuis 2021. Les changements liés à la production agricole, à la sécurité alimentaire, à la diversification des revenus, à l'inclusion sociale, à l'organisation communautaire et à la gouvernance locale apparaissent fortement interconnectés.

Les CEAP, les champs de réplcation, les FARN, les AVEC, les cadres de concertation communautaire ainsi que les structures locales d'accompagnement économique et communautaire ont souvent fonctionné de manière complémentaire au niveau local. La Recherche-Action indique également que les ménages interrogés associent généralement les changements observés à une combinaison de plusieurs facteurs plutôt qu'à une activité unique.

Cette lecture transversale souligne le rôle central des relais communautaires, AVEC, FARN et cadres locaux de concertation dans les capacités d'appropriation, de diffusion des pratiques et d'adaptation locale. Elle met aussi en évidence que les capacités de résilience reposent largement sur la combinaison d'appuis productifs, économiques, nutritionnels et organisationnels construits dans la durée.

Ces changements restent toutefois influencés par les contextes territoriaux, les contraintes sécuritaires, la variabilité climatique et les capacités institutionnelles locales. Les transformations identifiées restent ainsi

différenciées selon les communes, les niveaux de vulnérabilité des ménages et les capacités locales d'organisation et de coordination.

2.2 Histoires d'impact du programme en 2025

Dans le cadre des travaux de capitalisation conduits en 2025, plusieurs histoires d'impact ont été collectées auprès des acteurs accompagnés par Pro-ARIDES dans les zones d'intervention du Burkina Faso, du Mali et du Niger. Ces récits illustrent plus concrètement certaines trajectoires de changement observées au niveau des ménages, des organisations locales et des communautés au cours de la phase 1. (Annexe 22 : Recueil des narratifs qualitatifs des résultats du programme 2025)

Les histoires collectées mettent notamment en évidence des évolutions liées à la gouvernance locale, à l'autonomisation économique des femmes et des jeunes, au renforcement des systèmes productifs locaux, au développement des PME rurales ainsi qu'à la résilience des communautés. Elles complètent les analyses du rapport en apportant un éclairage qualitatif sur les transformations soutenues par le programme.

Renforcement du contrat social et de la gouvernance locale

- Longtemps marquée par la méfiance entre populations et autorités locales, la **commune de Godyr (Burkina Faso)** a retrouvé un climat de confiance grâce à la mise en place du Comité Communal de Redevabilité. Les citoyens se sont peu à peu réapproprié les projets de développement, les campagnes de sensibilisation fiscale ont renforcé la mobilisation communautaire et les recettes locales ont fortement augmenté, permettant à la commune de relancer plusieurs services essentiels.
- À Fangasso (**Mali**), **le maire et son équipe** faisaient face à une situation devenue presque ingérable : salaires impayés, services publics paralysés et populations découragées. Grâce à l'accompagnement du programme, la commune a renforcé sa planification, amélioré la gestion de ses ressources et introduit des outils numériques pour la collecte des taxes. Les journées citoyennes et les démarches de mobilisation communautaire ont restauré la confiance entre la mairie et les habitants.

Jeunesse rurale et alternatives à l'exode

- Refusant de voir les jeunes de Namaro (**Niger**) sombrer dans l'exode ou la résignation, **Abdourahmane Ibrahim** s'est engagé dans des



actions de plaidoyer pour défendre les intérêts de la jeunesse locale. L'accompagnement du Conseil communal des jeunes a permis d'obtenir 23 hectares de terres cultivables, offrant de nouvelles perspectives économiques aux jeunes de la commune et renforçant leur participation à la vie communautaire.

- **Mahamadou Yattara** envisageait lui aussi de quitter Tominian (**Mali**) face aux difficultés économiques et à un élevage peu rentable. Les formations reçues dans le cadre du programme lui ont permis de transformer son activité traditionnelle en véritable entreprise d'élevage. Son troupeau s'est développé, ses revenus ont fortement augmenté et son expérience inspire désormais d'autres jeunes à croire au potentiel économique de leur territoire.
- Dans la commune de Bassi (**Burkina-Faso**), **Daouda Ouédraogo** avait dû abandonner ses études pour soutenir sa famille et faire face à l'épuisement des terres agricoles. Grâce aux formations sur la restauration des sols et les techniques agricoles améliorées, il a redonné vie à ses parcelles et est devenu un relais communautaire reconnu. Son engagement contribue aujourd'hui à diffuser des pratiques agricoles plus résilientes auprès d'autres producteurs.



Autonomisation économique des femmes et jeunes

- Le parcours des femmes de l'**AVEC Dan al Oumma (Niger)** illustre la manière dont une simple tontine communautaire peut devenir un puissant levier d'autonomisation économique. Sous l'impulsion d'**Aminatou Tahirou**, le groupe a développé des activités de transformation agroalimentaire, renforcé son épargne collective et permis à ses membres de développer leurs propres activités génératrices de revenus.
- Revenue au **Burkina Faso** après la crise ivoirienne, **Regma Yaméogo** a dû reconstruire sa vie dans des conditions particulièrement difficiles. Grâce au soutien apporté à son entreprise Waguéssé, spécialisée dans la transformation du manioc, elle a modernisé ses installations, développé sa production et créé des emplois pour des jeunes, des femmes et des personnes déplacées internes.
- Passionnée de cuisine depuis son enfance, **Salimata** a transformé sa petite activité de restauration à **Pel Maoudé (Mali)** en une initiative économique durable. Les formations, équipements et opportunités commerciales obtenus grâce au programme lui ont permis d'améliorer significativement son activité **SINDJERE**, de renforcer les revenus de son ménage et d'offrir des opportunités à plusieurs jeunes de sa communauté.

Résilience communautaire et gestion durable des ressources

- La restauration de la **mare PÉKOROKÉ (Mali)** a redonné espoir à toute une communauté confrontée à la dégradation des ressources naturelles et au départ des jeunes. À travers une mobilisation collective autour du curage de la mare, de la pisciculture et de la gestion communautaire des ressources, les habitants ont pu renforcer leurs revenus, améliorer la disponibilité en eau et recréer des perspectives économiques locales.
- Dans le village de Kawara (**Niger**), **Aboubacar Ibrahim** rêvait depuis longtemps de contribuer à soigner les animaux de sa communauté. Après avoir bénéficié d'une formation comme auxiliaire d'élevage, il joue aujourd'hui un rôle clé dans les services vétérinaires de proximité auprès de plusieurs villages agropastoraux. Son travail contribue à réduire les pertes de bétail et à renforcer les revenus des ménages éleveurs.

Nutrition communautaire et inclusion pastorale

- Au sein des **campements pastoraux de Malley, (Mali)**, Sa'a voyait se multiplier les cas de malnutrition et les décès d'enfants sans parvenir à trouver de solutions adaptées. Après avoir accepté d'alerter les services de santé malgré les réticences de sa communauté, elle est devenue Maman Lumière et participe désormais activement aux activités de dépistage nutritionnel, aux démonstrations culinaires et aux séances de sensibilisation organisées dans les FARN pastoraux.
- Dans plusieurs campements pastoraux du Niger, les Mamans Lumières ont joué un rôle central dans la lutte contre la malnutrition infantile. Grâce aux **Foyers d'Apprentissage et de Réhabilitation Nutritionnelle (FARN) pastoraux**, aux démonstrations culinaires et aux jardins de case, elles accompagnent aujourd'hui les ménages dans le dépistage nutritionnel, l'amélioration des pratiques alimentaires et la valorisation de solutions adaptées aux réalités pastorales locales. Ces transformations au niveau communautaire ont contribué à renforcer la prise en charge locale des enfants malnutris dans plusieurs communes. (**Niger**)

2.3 Lecture transversale des transformations

Cette section propose une lecture transversale des principales transformations observées au cours de la phase 1 du programme. Elle met en perspective les complémentarités entre trajectoires d'intervention, les approches d'appropriation locale ainsi que les facteurs ayant influencé les trajectoires de changement dans les communes accompagnées.

2.3.1 Articulation des trajectoires d'intervention

Les transformations identifiées au cours de la phase 1 résultent principalement de l'articulation entre plusieurs leviers d'intervention déployés simultanément dans les communautés accompagnées. Les évolutions liées à la production agricole, à la diversification économique, à la nutrition communautaire, à l'organisation locale et à la gouvernance territoriale se sont renforcées mutuellement au fil du programme.

Dans plusieurs communes, les appuis techniques et productifs ont interagi avec des relais communautaires, des initiatives locales d'accompagnement économique ainsi que des espaces de concertation et de mobilisation collective. Cette combinaison d'approches a contribué à renforcer à la fois les capacités productives des ménages, la coordination locale et l'appropriation communautaire autour des activités soutenues par le programme.

Les évolutions les plus significatives apparaissent généralement dans les contextes où les dimensions économiques, sociales, nutritionnelles et organisationnelles ont pu se renforcer mutuellement dans la durée. Cette complémentarité constitue l'un des principaux facteurs expliquant la consolidation des capacités locales de résilience observées depuis 2021.

2.3.2 Capacités locales de résilience et d'adaptation

Les appuis déployés dans les zones d'intervention ont également contribué à renforcer les capacités locales d'adaptation face aux contraintes climatiques, économiques et sécuritaires affectant les systèmes agro-sylvo-pastoraux.

Les approches développées autour de l'agroécologie, de la diversification économique et de la restauration des terres ont agi simultanément sur plusieurs dimensions de la résilience des ménages: sécurisation des systèmes productifs, diversification des moyens d'existence, amélioration des pratiques de gestion des ressources naturelles, développement d'activités économiques complémentaires et renforcement des capacités communautaires d'accompagnement et de coordination.

Au niveau local, Les appuis déployés ont renforcé les capacités locales à anticiper, absorber et gérer les chocs récurrents. La diversification des revenus, les approches agroécologiques, les infrastructures locales de production ou de stockage ainsi que les pratiques de restauration des terres ont contribué à limiter certaines vulnérabilités structurelles affectant les ménages ruraux.

Les enquêtes de perception issues de la Recherche-Action indiquent que les ménages interrogés associent majoritairement les améliorations constatées depuis

2021 à une amélioration de leurs capacités économiques, productives et alimentaires.

Les comparaisons entre ménages bénéficiaires directs et groupes témoins mettent également en évidence des capacités plus élevées de diversification économique, d'adaptation des systèmes de production et de gestion des chocs chez les ménages directement accompagnés par le programme.

2.3.3 Appropriation locale et continuité des pratiques

Les relais communautaires, AVEC, FARN, groupes de producteurs et espaces locaux de concertation ont fortement contribué à l'appropriation, la diffusion et la continuité des interventions soutenues par le programme.

Les relais communautaires, les organisations locales, les groupes de producteurs, les approches communautaires de sensibilisation ainsi que les cadres locaux de concertation ont favorisé la circulation des pratiques, l'apprentissage collectif et la mobilisation locale autour des enjeux liés à la sécurité alimentaire, à la nutrition, à la gestion des ressources naturelles et à la diversification économique.

Les démarches communautaires (démonstrations, réplication paysanne, sensibilisation locale et accompagnement de proximité) ont également joué un rôle important dans l'adaptation des interventions aux réalités locales. Les activités de réplication, de démonstration et d'accompagnement de proximité ont facilité la diffusion des pratiques soutenues par le programme au-delà des seuls bénéficiaires directs.

Au-delà des activités directement mises en œuvre, plusieurs pratiques agricoles, nutritionnelles et organisationnelles comme les approches de démonstration paysanne, les pratiques agroécologiques et CES/DRS, les activités de diversification nutritionnelle ainsi que certains cadres locaux de concertation et d'accompagnement communautaire continuent d'être utilisées dans plusieurs communes par les relais communautaires, les organisations locales et les groupes de producteurs.

Les travaux de capitalisation montrent également que plusieurs initiatives locales continuent aujourd'hui de s'appuyer sur les capacités développées au niveau communautaire depuis 2021. Dans plusieurs communes, les relais locaux, les organisations communautaires et les espaces de concertation jouent désormais un rôle important dans les activités d'organisation, de coordination et de mobilisation territoriale appuyées par le programme.

2.3.4 Contraintes structurelles et limites observées

Les transformations documentées au cours de la phase 1 demeurent fortement influencées par les contextes sécuritaires, climatiques, économiques et institutionnels dans lesquels le programme a été mis en œuvre.

Les contraintes sécuritaires ont également influencé l'ampleur et la continuité des changements observés dans certaines d'intervention. Dans plusieurs zones, l'instabilité locale, les déplacements de populations et les perturbations des activités économiques ont limité la consolidation de certaines initiatives communautaires, économiques et organisationnelles soutenues depuis 2021.

Les systèmes agroalimentaires locaux restent également fortement exposés aux effets du changement climatique, à la dégradation des ressources naturelles et aux pressions économiques affectant les moyens d'existence des ménages ruraux. Les évolutions demeurent ainsi variables selon les communes, les capacités organisationnelles locales et les contextes institutionnels propres à chaque zone d'intervention.

Plusieurs avancées engagées depuis 2021 restent encore fragiles. Certaines initiatives de structuration économique, de gouvernance territoriale ou d'organisation communautaire reposent encore en partie sur des appuis techniques, organisationnels et financiers dans le cadre du programme.



3. Gouvernance, pilotage et gestion du programme

3.1 Gouvernance du programme

La gouvernance du programme Pro-ARIDES repose sur une architecture multi-niveau combinant coordination stratégique, pilotage opérationnel, ancrage territorial et suivi-apprentissage du programme. Dans des contextes sensibles des trois pays du programme, cette organisation a contribué à maintenir la cohérence régionale du programme, à soutenir les capacités d'adaptation des équipes et des partenaires ainsi qu'à renforcer la coordination entre acteurs locaux, nationaux et régionaux. (Annexe 23 : Fonctionnement de la Gouvernance et gestion du programme).

Cette gouvernance se décline à travers les structures suivantes :

- **Le Comité de pilotage**, réunissant les représentants des membres du consortium (SNV, CARE, WUR et KIT), chargé de l'orientation stratégique, de la supervision globale du programme et de l'innovation

En 2025, sept (7) réunions tenues ont permis au comité la prise de contact avec ses nouveaux membres ainsi que la clarification des attentes, la validation du rapport annuel 2024, des échanges sur les conclusions de l'évaluation externe du programme, la validation des processus d'élaboration de la planification de la phase II du programme ainsi que la validation du plan 2026-2030, et du plan annuel 2026.

- **L'Unité de Gestion Multi-Pays (UGMP)**, assurant la coordination technique et la cohérence régionale. En 2025, huit (8) réunions mensuelles, et trois (03) réunions élargies avec les coordinations nationales ont été tenues.

Ces réunions ont également permis le suivi des contextes socio-politiques et sécuritaires des trois pays, la coordination des principaux dossiers techniques et stratégiques du programme ainsi que le suivi des travaux liés à la Recherche-Action, à l'évaluation externe, aux capacités de résilience, aux fonds PME et FIL, à l'inclusion du pastoralisme, à la capitalisation des expériences et à la préparation de la phase II du programme.

Pour les besoins de la préparation de la planification de la phase II du programme, UGMP a fait organiser au niveau de chaque pays des ateliers par catégorie de groupes cibles (1.Organisations paysannes, 2.Organisations des femmes/ Organisations des Jeunes, 3.Associations AVEC, 4.Organes de Gestion des ressources naturelles, 5.PME, 6.Communes) pour décliner l'orientation de cette deuxième phase en identifiant les pratiques et approches, retenues pour la mise à l'échelle, sur la base des leçons apprises. UGMP a aussi facilité des ateliers pays avec l'ensemble de membres du consortium pays pour des synthèses des ateliers de groupes cibles. UGMP a enfin organisé un atelier régional avec l'ensemble des membres du consortium pour exploiter les propositions des orientations Pays et faire une proposition des orientations du Programme.



- **Les Comités Consultatifs Pays (CCP)**, intégrant les principales parties prenantes étatiques et non étatiques de chaque pays d'intervention, pour un ancrage institutionnel renforcé. La réunion s'est uniquement tenue au Burkina Faso. Cette réunion a permis la reconnaissance de la cohérence du programme avec les priorités nationales, qui est d'une importance capitale, de la capacité d'adaptation du programme malgré les contextes sécuritaires et des constats de résultats concrets : Une amélioration de l'accès au financement agricole, une meilleure sécurisation foncière, une augmentation des capacités de production, une amélioration de la résilience alimentaire et des revenus des ménages ruraux.
- **Les Unités de Gestion Pays (UGP)**, responsables de la mise en œuvre nationale, incluant les membres du consortium présents dans chaque pays. Des réunions régulières ont été tenues, en moyenne de 9 réunions annuelles par pays (12 au Burkina Faso, 8 au Mali et 7 au Niger), facilitant la planification, le suivi budgétaire et la coordination des activités et l'adaptation au contexte socio-politique et sécuritaire.
- **Les Équipes de Coordination Pays (ECP)**, composées des experts de SNV, CARE et des partenaires locaux de mise en œuvre et de soutien, sont chargées de l'exécution quotidienne et du suivi rapproché des activités. 2025 a connu un fonctionnement effectif des Équipes de Coordination Pays (ECP) à travers 2 à 4 réunions par pays (4 au Burkina Faso, 4 au Mali et 2 au Niger), permettant un suivi trimestriel rigoureux, la mobilisation continue des acteurs et l'ajustement des activités selon les résultats.
- **Les Comités Pays de Développement de connaissances**, y compris la Recherche Action mis en place en fin 2024, sert de cadre de facilitation et de maintien de la cohérence entre acteurs, de contrôle de qualité et d'approfondissement de certains produits de connaissances issus de la Recherche Action, des capitalisations d'expériences ou des experts techniques.

Ces comités ont été opérationnalisés en 2025 à travers en moyenne 2 réunions tenues (3 au Mali, 2 au Burkina Faso et 1 au Niger). Cependant au regard des nouvelles ambitions du programme Phase II, il a été décidé de le transformer en **Comité Suivi et Apprentissage**, dans une logique de renforcement du « Système Intégré Suivi-Apprentissage » qui aligne Suivi-Évaluation, Développement de connaissances, Redevabilité et Apprentissage.

D'autres concertations ont eu lieu, à savoir :

- **Concertation continue avec les donateurs (DGIS, DKMFA)**, pour l'approbation du rapport narratif annuel et la gestion budgétaire 2025, le suivi de l'évaluation à mi-parcours du Programme, l'examen des recommandations de ladite évaluation et suivi de la recommandation du financement par la Coopération Danoise de la phase II du programme.
- Une **Réunion régionale annuelle** tenue à Ouaga en octobre avec toutes les structures de gouvernance, partenaires et donateurs. Cette réunion a permis de consolider l'appropriation, la coordination et l'efficacité du programme Pro-ARIDES à travers l'échange d'expériences, l'analyse des transformations et des recherches-actions, ainsi que l'adaptation des cadres de gouvernance, afin la préparation de la mise en œuvre réussie de la phase II et du plan annuel 2026.

Pour soutenir l'efficacité de la gouvernance du programme, il a été mis en place un **Intranet** au service de l'ensemble des acteurs du programme contenant entre autres 1) les outils de suivi-évaluation relatifs au cadre de résultats du programme, 2) la description des activités du programme, 3) la documentation



du programme relatifs aux documents de base du programme, de planification et rapportage, les approches du programme et 4) les domaines d'expertises des acteurs du programme.

Aussi un **tableau de bord** est en construction. Il renferme les « informations clés de gestion », le « suivi et évaluation », et les « connaissances ».

3.2 Gestion des risques et mesures d'atténuation

Au cours de l'année 2025, le programme a poursuivi le suivi de plusieurs risques opérationnels majeurs liés notamment à l'insécurité, aux contraintes d'accès, aux aléas climatiques et aux fragilités institutionnelles dans certaines zones d'intervention. Ces risques ont nécessité un renforcement continu des mesures de prévention, d'adaptation opérationnelle et de continuité des activités. (Annexe 24 : Risques et mesures d'atténuation 2025).

Afin de faire face à ces risques, Pro-ARIDES a poursuivi la mise en œuvre de son système de gestion des risques à travers des orientations annuelles intégrées dans les plans de travail des équipes pays. Le programme a ainsi renforcé plusieurs mesures d'atténuation et d'adaptation fondées sur les leçons apprises afin d'assurer la continuité opérationnelle et de réduire les impacts de l'insécurité sur les ressources humaines, matérielles et financières.

Les principales mesures mises en œuvre ont porté sur :

- l'application stricte des protocoles de sécurité et de sûreté pour le personnel et les biens du programme ;
- l'intégration de la sensibilité aux conflits dans la conception et la mise en œuvre des activités ;
- la concertation régulière avec les autorités locales, les partenaires et les communautés afin d'adapter les interventions au contexte sécuritaire ;
- le recours au Mécanisme Endogène d'Assistance de Proximité (MEAP) pour garantir la continuité des activités dans les zones difficiles d'accès ;
- le renforcement des capacités des structures communautaires chargées de la gestion des ressources naturelles et foncières, en matière de prévention et de résolution des conflits fonciers ;
- l'animation du mécanisme de feedback et de gestion des plaintes permettant aux bénéficiaires de remonter incidents, besoins et préoccupations ;
- le suivi régulier de l'évolution du contexte sécuritaire et climatique avec l'appui d'organismes spécialisés tels que l'INSO, l'UNDSS et l'UNHAS ;

- la délocalisation ou l'adaptation de certaines activités des zones à haut risque ;
- l'utilisation des relais communautaires, des outils numériques et des approches de proximité pour maintenir les interventions sur le terrain.

Dans le domaine agro-climatique, le programme a également renforcé les actions de résilience des ménages et des organisations communautaires à travers la promotion de pratiques agricoles adaptées au climat, les systèmes hydro-agricoles, les restaurations de terres, les systèmes d'alerte précoce, les banques de céréales et de fourrage, ainsi que les approches communautaires de gestion des crises alimentaires et pastorales.

Grâce à l'ensemble de ces outils de prévention, d'adaptation et de gestion des risques, Pro-ARIDES a pu assurer la continuité de ses interventions malgré un environnement particulièrement complexe, tout en renforçant la résilience des communautés et des institutions locales face aux crises sécuritaires, politiques et climatiques.

3.3 Synergies et complémentarité avec d'autres interventions

La synergie et la complémentarité constituent des leviers essentiels pour renforcer l'efficacité des interventions du programme Pro-ARIDES dans ses trois pays d'action : le Burkina Faso, le Mali et le Niger. Grâce à une approche régionale intégrée dans les zones soudano-sahéliennes, le programme favorise la coopération entre acteurs institutionnels, techniques et communautaires afin de répondre aux défis liés au changement climatique, à la sécurité alimentaire, au pastoralisme et à la gouvernance foncière. (Annexe 25 : Synergies et complémentarité avec d'autres interventions).

Depuis 2022, Pro-ARIDES s'appuie sur une cartographie des ONG, projets et programmes intervenant dans les mêmes domaines afin de développer des partenariats stratégiques avec les services techniques déconcentrés, les collectivités territoriales, les organisations de la société civile ainsi que plusieurs programmes régionaux, notamment Soil Values. Ces collaborations, formalisées à travers des conventions, protocoles d'accord et cadres de concertation, permettent de mutualiser les ressources, d'éviter les duplications et d'améliorer l'impact des actions dans les zones d'intervention.

- Au Burkina Faso, les synergies développées avec les structures étatiques et partenaires tels que PARGFM, le Laboratoire Citoyenneté, PRESA, la Direction en charge de la Jeunesse, CPAVI, MODHEM, la DGPV et Soil Values ont permis de renforcer les capacités des acteurs communautaires, notamment les CFV/CCFV, de former les femmes et les jeunes sur des créneaux porteurs, de promouvoir la récupération des terres dégradées, la sécurisation foncière, ainsi que la vulgarisation des technologies agricoles et des pratiques de fertilisation des sols.
- Au Mali, les partenariats établis avec NEF, IER, AMAPROS, ADR Mopti, ADR Ségou, CARITAS, ICRISAT et Soil Values ont contribué au renforcement des capacités des producteurs, des élus locaux et des services techniques à travers les Champs Écoles Agro-Pastoraux (CEAP), la promotion des biodigesteurs, la diffusion de semences biofortifiées, l'organisation de foires agricoles et de tables rondes de financement, ainsi que la diffusion de bonnes pratiques agroécologiques et de fertilisation des sols.
- Au Niger, les collaborations avec les structures publiques et projets partenaires tels que MAGEL, ProDEC/GIZ, ONG Dicko, DDA/DDE/Code Rural, IDAN, ABC, RED SAACC, PROMESS III, Soil Values, 2SCALE, MAT/DC, AMN, ANFICT, DMN, ProMAP et SAAWA MEDIAS SERVICES ont permis de renforcer les cadres locaux de gouvernance, d'améliorer l'accès au marché, de développer des biodigesteurs, de promouvoir les pratiques agricoles résilientes, d'accompagner les CEAP, de soutenir les SCOOPS et de mettre en place des plateformes de suivi-évaluation et de paiement électronique des taxes locales.





4. Enseignements tirés et adaptations saillantes

L'un des principaux enseignements issus de cette première phase concerne l'importance du pilotage adaptatif dans des environnements fragiles et évolutifs. La continuité des actions a largement reposé sur la capacité du programme, des équipes pays, des partenaires et des acteurs locaux à ajuster les modalités de mise en œuvre en fonction des réalités territoriales rencontrées.

Les évolutions les plus durables ont généralement été observées dans les endroits où plusieurs types d'appuis ont pu être articulés dans la durée : accompagnement productif, activités économiques, nutrition communautaire, structuration locale et concertation territoriale. Les collectivités territoriales, organisations communautaires, organisations paysannes, structures foncières locales, AVEC et cadres de concertation ont facilité la continuité des actions, l'appropriation des interventions et la diffusion locale des pratiques accompagnées par le programme.

L'expérience de mise en œuvre montre également que la proximité communautaire, les relais communautaires et les capacités locales d'accompagnement ont constitué des facteurs importants pour maintenir les activités dans les zones confrontées à des contraintes sécuritaires, climatiques ou institutionnelles. Ces enseignements

ont conduit le programme à renforcer les modalités d'intervention adaptées aux contextes territoriaux, la mobilisation des acteurs locaux ainsi que les activités communautaires de diffusion et d'accompagnement.

L'expérience acquise au cours de la phase 1 souligne par ailleurs que certaines transformations nécessitent des temporalités longues, notamment en matière de gouvernance territoriale, de gestion durable des ressources naturelles, d'autonomisation économique des femmes et des jeunes ou encore de structuration des systèmes agro-sylvo-pastoraux. Les différences constatées entre communautés rappellent également l'importance de prendre en compte les ressources et capacités locales existantes, les contextes sécuritaires et les niveaux d'organisation communautaire dans la conception et le rythme des interventions.

Enfin, les activités de suivi, de capitalisation et de Recherche-Action menées au cours des cinq premières années ont renforcé les capacités d'analyse, d'apprentissage et d'ajustement du programme. Le croisement des données quantitatives, des analyses qualitatives et des retours d'expérience a notamment facilité une compréhension plus intégrée des changements documentés au niveau des ménages, des organisations locales et des territoires accompagnés.



5. Priorités nationales, Politique des donateurs et Pro-ARIDES

5.1 Priorités nationales et Pro-ARIDES

Le programme Pro-ARIDES s'inscrit dans des contextes nationaux et régionaux où les priorités de développement accordent une place centrale au renforcement de la résilience agro-sylvo-pastorale, au développement des économies rurales et des chaînes de valeur locales, à la souveraineté alimentaire, à l'inclusion économique des femmes et des jeunes, à la gestion durable des ressources naturelles ainsi qu'au renforcement de la gouvernance locale et de la résilience territoriale face aux crises sécuritaires, climatiques et économiques.

Renforcement de la résilience agro-sylvo-pastorale : Les priorités nationales du Burkina Faso, du Mali et du Niger mettent fortement l'accent sur le renforcement des capacités d'adaptation des systèmes de production face aux chocs climatiques et environnementaux. Pro-ARIDES contribue à cette orientation à travers les CEAP, les activités communautaires de réplication, les pratiques agroécologiques, les technologies adaptées au climat, les activités CES/DRS, la restauration des terres ainsi que les initiatives locales de sécurisation des moyens de production.

Développement des économies rurales et des chaînes de valeur locales : Les politiques nationales accordent également une importance croissante à la transformation économique des communautés rurales, au renforcement des chaînes de valeur et au développement des activités génératrices de revenus. Les activités appuyées par Pro-ARIDES autour des PME rurales, du maraîchage, de la transformation agroalimentaire, des approches AVEC, des initiatives de financement communautaire et des services économiques territoriaux contribuent au développement d'écosystèmes économiques locaux davantage résilients et inclusifs.

Inclusion économique des femmes et des jeunes : L'emploi des jeunes et l'autonomisation économique des femmes constituent aujourd'hui des priorités nationales importantes dans les trois pays d'intervention. Le programme soutient cette orientation à travers les organisations féminines et de jeunes, les initiatives économiques communautaires, les activités génératrices de revenus, les formations techniques ainsi que les initiatives favorisant une participation accrue des femmes et des jeunes dans les activités économiques et territoriales locales.

Sécurisation foncière et gestion des ressources naturelles : Les enjeux liés à la gestion durable des ressources naturelles et à la sécurisation foncière occupent une place croissante dans les stratégies nationales sahéniennes. Les activités soutenues par Pro-ARIDES autour des organes de gestion des ressources naturelles, des cadres de concertation locale, des pratiques de restauration des terres et des initiatives communautaires de gestion des ressources contribuent à renforcer les capacités locales de prévention des conflits et de sécurisation des moyens d'existence.

Gouvernance locale et territorialisation du développement : Les orientations nationales mettent également l'accent sur le renforcement des collectivités territoriales, des cadres locaux de gouvernance et des approches participatives. Les cadres de concertation, les cadres de redevabilité, les approches communautaires de dialogue et les outils territoriaux soutenus par Pro-ARIDES contribuent au renforcement de la gouvernance locale et d'appropriation territoriale des processus de développement.

Dans cette perspective, Pro-ARIDES se positionne comme un programme contribuant au renforcement des capacités territoriales de résilience et de développement dans des contextes sahéniens marqués par des vulnérabilités multiples, mais aussi par une forte recherche de souveraineté nationale économique et alimentaire.

5.2 Politique Néerlandaise et Pro-ARIDES

Les orientations actuelles de la coopération néerlandaise accordent une importance particulière à la sécurité alimentaire, à la résilience climatique, au développement économique inclusif, à la stabilité dans les contextes fragiles ainsi qu'aux approches territoriales et partenariales.

Sécurité alimentaire et résilience climatique : Les priorités néerlandaises liées à la transformation durable des systèmes alimentaires trouvent une traduction concrète dans les activités soutenues par Pro-ARIDES autour des pratiques agroécologiques, des technologies résilientes, de la diversification des productions, de la restauration des terres et des initiatives communautaires de résilience agro-sylvo-pastorale.

Développement économique local et inclusion :

La coopération néerlandaise met également l'accent sur le renforcement des opportunités économiques, notamment pour les jeunes et les femmes. Pro-ARIDES contribue à cette orientation à travers les appuis aux PME rurales, aux chaînes de valeur locales, aux groupes AVEC, aux activités génératrices de revenus ainsi qu'aux initiatives locales de financement et d'accompagnement économique.

Approches territoriales intégrées dans les contextes fragiles :

Les politiques néerlandaises privilégient des approches capables d'agir simultanément sur les dimensions économiques, sociales, climatiques et institutionnelles dans les zones fragiles. L'approche systémique développée par Pro-ARIDES autour des systèmes agroalimentaires, de la gouvernance locale, des approches communautaires et de la résilience territoriale s'inscrit directement dans cette logique. Elle s'appuie également sur des activités de suivi, d'apprentissage, de Recherche-Action et de pilotage adaptatif permettant d'ajuster les interventions en fonction des évolutions observées.

Localisation et partenariats locaux : L'importance accordée par les Pays-Bas aux approches partenariales et à l'appropriation locale rejoint pleinement le modèle de mise en œuvre développé par Pro-ARIDES. Les collectivités territoriales, organisations paysannes, organisations communautaires et acteurs économiques locaux jouent un rôle central dans la diffusion, la coordination et l'adaptation des interventions dans les communautés.

Stabilité et prévention des fragilités : Les orientations néerlandaises mettent enfin en avant le lien entre résilience économique, stabilité territoriale et prévention des fragilités. Les relais communautaires, les cadres de concertation locale, les initiatives économiques locales et les approches inclusives soutenus par Pro-ARIDES contribuent à renforcer les capacités locales d'adaptation dans des contextes fortement exposés aux vulnérabilités sécuritaires et climatiques.

L'approche développée par Pro-ARIDES rejoint ainsi les orientations néerlandaises privilégiant des interventions intégrées capables d'articuler sécurité alimentaire, résilience climatique, inclusion économique et stabilité territoriale dans les contextes fragiles.

5.3 Politique Danoise et Pro-ARIDES

La nouvelle stratégie danoise de coopération au développement « A Changing World – Partnerships in Development » de 2025 accorde une attention

particulière à la croissance économique durable, à l'emploi des jeunes, à la résilience climatique, aux partenariats locaux et aux approches intégrées dans les contextes fragiles.

Croissance économique locale et emploi :

La stratégie danoise met fortement l'accent sur la création d'opportunités économiques et le développement des économies locales. Les initiatives soutenues par Pro-ARIDES autour des PME rurales, des chaînes de valeur agro-pastorales, des activités génératrices de revenus, des groupes AVEC et des initiatives économiques communautaires contribuent directement à cette orientation.

Résilience dans les contextes fragiles : Les orientations danoises privilégient des approches capables de renforcer simultanément stabilité, résilience et capacités locales dans les zones exposées aux crises. L'approche territoriale de Pro-ARIDES, articulant gouvernance locale, systèmes productifs, résilience communautaire et gestion des ressources naturelles, répond directement à cette logique.

Transition verte et adaptation climatique : La stratégie danoise accorde également une place importante à l'adaptation climatique et aux approches durables. Les activités soutenues par Pro-ARIDES autour des pratiques agroécologiques, de la restauration des terres, des technologies adaptées au climat, de la gestion des ressources naturelles et de la résilience pastorale contribuent à ces priorités.

Partenariats locaux et gouvernance territoriale :

Les priorités danoises mettent en avant l'importance des partenariats multi-acteurs et de l'appropriation territoriale des initiatives de développement. Les cadres de concertation, les approches communautaires, les collectivités territoriales et les cadres locaux de gouvernance soutenus par Pro-ARIDES contribuent au renforcement de la coordination et du pilotage territorial.

Innovation et transformation systémique : La stratégie danoise souligne enfin l'importance des approches capables de produire des transformations durables dans les territoires fragiles. Les activités de suivi, de capitalisation, d'apprentissage territorial ainsi que les outils locaux de coordination développés dans le cadre de Pro-ARIDES contribuent au renforcement des capacités locales d'organisation, de diffusion des pratiques et d'adaptation dans les zones d'intervention.

Dans son ensemble, Pro-ARIDES apparaît fortement aligné avec les orientations danoises actuelles autour de la résilience territoriale, de la croissance économique inclusive, de l'adaptation climatique et du développement de partenariats capables de produire des transformations durables dans les contextes fragiles.



6. Perspectives et orientations

6.1 Consolidation territoriale et renforcement de la résilience

Les évolutions les plus durables observées au cours de la phase 1 apparaissent principalement dans les communautés et espaces où les interventions agricoles, économiques, communautaires et institutionnelles ont progressivement convergé autour d'organisations locales, de relais communautaires et d'espaces de concertation actifs.

Les orientations futures mettent ainsi l'accent sur la consolidation des capacités territoriales de résilience à travers le renforcement des systèmes agroalimentaires locaux, des organisations communautaires et des espaces locaux de gouvernance et de concertation.

L'ancrage territorial des interventions, l'implication des collectivités territoriales ainsi que le rôle des organisations communautaires et professionnelles continueront à constituer des leviers importants pour soutenir la continuité des acquis et des initiatives développées depuis 2021.

Les orientations futures accordent également une attention particulière à la gestion durable des ressources naturelles, à l'adaptation climatique des systèmes agro-sylvo-pastoraux et au renforcement des capacités locales de prévention et de gestion des crises alimentaires, pastorales et climatiques. Les approches agroécologiques, les pratiques de restauration des terres, les infrastructures hydrauliques, les techniques de gestion de l'eau et les approches locales de sécurisation des moyens d'existence devraient ainsi continuer à occuper une place importante dans les orientations de la phase suivante.



6.2 Approfondissement de l'approche systémique et du pilotage adaptatif

Les enseignements issus de la phase 1 montrent que les transformations observées dans les zones d'intervention résultent principalement des interactions entre plusieurs dimensions d'intervention complémentaires plutôt que d'effets associés à des interventions isolées. Dans cette logique, la phase suivante accordera une attention particulière au renforcement des complémentarités entre les différentes dimensions d'intervention, notamment entre production agricole, gestion des ressources naturelles, inclusion économique, gouvernance locale, sécurité alimentaire et résilience communautaire.

L'expérience acquise depuis 2021 met également en évidence l'importance des capacités d'adaptation opérationnelle dans des environnements caractérisés par une forte instabilité sécuritaire, institutionnelle et climatique. Les adaptations mises en œuvre au cours de la phase 1 soulignent l'intérêt de maintenir des modalités de mise en œuvre flexibles capables de s'adapter aux contraintes territoriales et aux réalités locales rencontrées dans les différents pays d'intervention.

Les activités de suivi, de Recherche-Action et de capitalisation conduites au cours des cinq premières années ont permis d'approfondir la compréhension des transformations intervenues au niveau des ménages et des organisations locales. Le programme poursuivra les efforts engagés en matière de suivi, d'apprentissage, de documentation et de pilotage adaptatif afin d'accompagner plus efficacement les processus locaux de résilience et de transformation.

Annexes

- Annexe 1 : Situation sécuritaire, sanitaire et socio-politique
- Annexe 2 : Approches d'intervention
- Annexe 3 : Parties prenantes
- Annexe 4 : Pro-ARIDES Résultats en matière de communication 2025
- Annexe 5 : Pro-ARIDES Exécution Budgétaire 2025
- Annexe 6 : Pro-ARIDES Rapport Financier 2025
- Annexe 7 : Répartition des acteurs locaux et activités clés dans les trois (03) pays)
- Annexe 8 : Aperçu des trajectoires et domaines de résultats Pro-ARIDES
- Annexe 9 : Activités menées en 2025 par trajectoire du programme
- Annexe 10 : Résultats par pays 2025
- Annexe 11 : Outputs planifiés et réalisation 2025
- Annexe 12 : Approche méthodologique et cadre analytique
- Annexe 13 : Etude de performance Ménages Pro-ARIDES Burkina Faso (Quantitatif et qualitatif) ;
- Annexe 14 : Etude de performance Ménages Pro-ARIDES Mali (Quantitatif et qualitatif);
- Annexe 15 : Etude de performance Ménages Pro-ARIDES Niger (Quantitatif et qualitatif) ;
- Annexe 16 : Etude de performance des organisations (Burkina Faso, Mali, Niger) ;
- Annexe 17 : Etude de performance des PME (Burkina Faso, Mali, Niger) ;
- Annexe 18 : Etude de cas de la Résilience aux changements climatiques (Burkina, Mali, Niger)
- Annexe 19 : Résultats Recherche Action 2025
- Annexe 20 : Performance du programme par rapport au cadre de résultats
- Annexe 21 : Suivi des dynamiques de changements au niveau communal (Burkina, Mali, Niger)
- Annexe 22 : Recueil des narratifs qualitatifs des résultats du programme 2025
- Annexe 23 : Fonctionnement de la Gouvernance et gestion du programme
- Annexe 24 : Risques et mesures d'atténuation 2025
- Annexe 25 : Synergies et complémentarité avec d'autres interventions



Pro-ARIDES

Programme Agroalimentaire pour la Resilience Integree
et le Developpement Economique du Sahel



Pro-ARIDES Annual report 2025

May 2026

The Consortium

Funding



Programme implementation partners

Table of contents

Executive summary	3
1. Consolidating progress.....	5
1.1 About the programme.....	5
1.2 Regional context and structural challenges in 2025.....	5
1.3 Intervention approach, implementation, and programmatic logic	7
2. Results and transformations observed.....	9
2.1 Programme performance against the 2021-2025 results framework	11
2.2 Programme impact stories in 2025.....	17
2.3 Cross-cutting reading of transformations	18
3. Programme governance, steering and management	21
3.1 Programme governance.....	21
3.2 Risk management and mitigation measures.....	23
3.3 Synergies and interconnections with other interventions.....	23
4. Lessons learnt and key adaptations.....	25
5. National priorities, donor policy and Pro-ARIDES.....	27
5.1 National priorities and Pro-ARIDES	27
5.2 Dutch policy and Pro-ARIDES.....	27
5.3 Danish policy and Pro-ARIDES	28
6. Priorities and direction for the future	29
6.1 Territorial consolidation and resilience strengthening	29
6.2 Further development of the systemic approach and adaptive management.....	30
Annexes.....	31

List of abbreviations

AAP	Agricultural, agro-pastoral and pastoral
AMAPROS	Malian Association for the Promotion of the Sahel
AMN	Association of Municipalities of Niger
ANFICT	National Agency for Financing Local Authorities
APFS	Agro-Pastoral Field School
AR	Action-Research
BF	Burkina Faso
CAC	Country Advisory Committee
CARE	Cooperative for Assistance and Relief Everywhere
CCDMP	Climate Change, Conflict, Displacement and Irregular Migration Programme
CCFV	Village Land Conciliation Committee
CCT	Country Coordination Team
CMU	Country Management Unit
CPAVI	Village Poultry Farming Promotion Centre
DGCP	Directorate-General for Crop Production
DGIS/EKN	Directorate-General for International Cooperation / Embassy of the Kingdom of the Netherlands
DKMFA	Danish Ministry of Foreign Affairs
ELSM	Endogenous Local Support Mechanism
FO	Farmers' Organisations
ICRISAT	International Crops Research Institute for the Semi-Arid Tropics
ICT	Information and Communication Technologies
IDAN	Digital Innovations for Agro-pastoral Farmers in Niger
IDP	Internally Displaced Persons
IER	Institute of Rural Economy
IGA	Income-generating activities
INSO	International NGO Safety Organisation
KIT	Koninklijk Instituut voor de Tropen / Royal Tropical Institute
LIF	Local Investment Fund
MAF	Municipal Accountability Framework
MAGEL	Ministry of Agriculture and Livestock
MIMC	Municipal Investment Monitoring Committee
MODHEM	Mobile Data for Moving Herd Management and better incomes
NEF	Near East Foundation
NGO	Non-governmental Organisation
NRLC	Nutritional Rehabilitation and Learning Centre
NRM	Natural Resource Management
NRMB	Natural Resource Management Bodies
PARGFM	Project to Support the Strengthening of Land and Municipal Governance
PMMU	Programme Multi-Country Management Unit
PRO-ARIDES	Agri-Food Programme for Integrated Resilience and Economic Development in the Sahel
PRODEC	Decentralisation and Good Governance Programme
PROMAP	Productive Agriculture Promotion Programme
PRSA	Food Systems Resilience Programme
RDA	Regional Development Agency
RED SAACC	Network for Sustainable Development and Adaptation to Climate Change
SCOOPS	Simplified Cooperative Societies
SME	Small and Medium-sized Enterprises
SNV	Netherlands Development Organisation
UNDSS	United Nations Department of Safety and Security
UNHAS	United Nations Humanitarian Air Service
VLC	Village Land Committee
VSCA	Village Savings and Credit Associations
WO	Women's Organisations
WSC/SDR	Water and Soil Conservation / Soil Defence and Restoration
WUR	Wageningen University & Research
YO	Youth Organisations



Executive summary

The Agri-Food Programme for Integrated Resilience and Economic Development in the Sahel (Pro-ARIDES) was launched in Burkina Faso, Mali and Niger in 2021. It aims to sustainably strengthen the resilience of agricultural, agro-pastoral and pastoral households in areas affected by insecurity, climate shocks, economic fragility and institutional instability. Led by a consortium composed of SNV, CARE Netherlands, Wageningen University & Research, and KIT Royal Tropical Institute, the programme is grounded in an integrated territorial transformation approach that links agricultural production, food and nutrition security, economic inclusion, local governance, and the sustainable management of natural resources.

The year 2025 marks the final year of the programme's first five-year phase (2021–2025). Despite highly challenging operating conditions, during this period, the programme has consolidated several local development processes that have gradually emerged across the 71 target municipalities. In the three countries where interventions have taken place, armed conflict, movement restrictions, population displacement, pressure on natural resources and the effects of climate change have all continued to affect agro-sylvo-pastoral systems and the living conditions of rural communities.

In this context, Pro-ARIDES maintained a strong capacity for strategic and operational adaptation through territorially grounded approaches, community-

based local mechanisms, and regular adjustments to implementation modalities. The interventions carried out during Phase I have progressively strengthened local capacities for production, organisation, coordination and resilience in several fragile Sahelian territories.

At the programme level, a total of 142,677 households were reached during Phase I, which represents an overall achievement rate of 101% against the targets set. The interventions also reached more than 3,600 local organisations, including farmers' organisations, women's organisations, youth organisations, community-based natural resource management structures, rural SMEs, and local organisations. The changes recorded during Phase 1 relate to several complementary dimensions:

- the strengthening of agricultural and agro-pastoral production systems through the CEAPs, agroecological practices, CES/DRS activities, and community replication approaches;
- the improvement of local capacities for food security and nutritional diversification;
- the diversification of household incomes through income-generating activities (IGAs), rural SMEs, VSCA groups, and local economic initiatives;
- the strengthening of local organisations and community platforms for consultation and coordination;

- increased participation of women and young people in economic and community activities, as well as in decision-making processes at community and municipal levels (including representation within strategic decision-making bodies);
- the consolidation of several local frameworks for governance, consultation, and territorial accountability.

The Action Research and capitalisation work carried out during Phase 1 indicates that the transformations observed stem primarily from the interaction between several complementary drivers rather than from the effects of isolated interventions. The most sustainable changes generally appear in geographical contexts where productive, economic, nutritional, community, and institutional dimensions have been able to reinforce one another over time.

The experience of the first phase also highlights the central role played by local organisations, territorial authorities, community focal points, and local consultation platforms in the dissemination of practices, the appropriation of supported activities, and the continuity of ongoing initiatives. Community focal points, VSCA groups, FARNs, and local governance frameworks notably facilitated the dissemination of agricultural and nutritional practices, as well as the strengthening of local capacities for organisation and resilience.

The transformations observed nevertheless remain strongly affected by the security, climatic, and institutional constraints impacting the Sahel. Difficulties of access, population displacement, the degradation of natural resources and economic fragility all continue to limit the local capacity for transformation in several intervention areas. The progress achieved in relation to the structuring of local organisations, community participation, income diversification, territorial governance, and the dissemination of agricultural and nutritional practices nevertheless remains fragile in certain contexts and requires sustained support over time.

During this phase, the programme also strengthened its governance, monitoring, capitalisation, and adaptive management tools. Multi-country coordination platforms, Action Research activities, capitalisation exercises, and monitoring and learning approaches helped to improve understanding of the transformations observed at household and local organisation levels.

The strategic analyses carried out as part of the report also highlight a strong convergence between the orientations of Pro-ARIDES, Sahelian national priorities, and the current cooperation policies of the Netherlands and Denmark. The approaches developed around territorial resilience, food security, climate adaptation, economic inclusion, and local governance are directly aligned with policy orientations favouring integrated approaches capable of simultaneously strengthening resilience, stability, and economic development in fragile contexts.

The next phase of the programme will place particular emphasis on consolidating territorial resilience, strengthening local agri-food systems, deepening systemic approaches, and maintaining strong operational adaptation capacities within constantly evolving Sahelian contexts. The continuation of efforts relating to local governance, sustainable natural resource management, territorial learning, and adaptive management appears essential in order to sustainably support the local transformations promoted since 2021.



1. Consolidating progress

1.1 About the programme

The Agri-Food Programme for Integrated Resilience and Economic Development in the Sahel (Pro-ARIDES), launched in January 2021, aims to sustainably strengthen resilience, food security and income for agricultural and (agro-)pastoral households in rural areas of Burkina Faso, Mali and Niger.

Led by a consortium composed of SNV (lead agency), CARE Netherlands, Wageningen University & Research (WUR) and the Netherlands Royal Tropical Institute (KIT), the programme covers a ten-year period (2021–2030), structured in two five-year phases.

The programme intervention areas covered by Pro-ARIDES in Burkina Faso, Mali, and Niger are characterised by significant structural vulnerabilities linked to climatic, social, economic, and security-related shocks, but also by local capacities for adaptation, innovation, and community organisation (Figure 1).

The programme operates simultaneously across several complementary drivers, notably production capacities, access to services and economic opportunities, the strengthening of local organisations, and territorial

governance frameworks. The transformations observed take place in contexts where agricultural, economic, social, and institutional interventions interact together at household, organisational, and local systems levels.

1.2 Regional context and structural challenges in 2025

In 2025, Pro-ARIDES continued its activities within national and regional contexts marked by significant security, climatic, and socio-economic instability, directly affecting the living conditions of rural populations as well as local capacities for production, organisation, and resilience in Burkina Faso, Mali, and Niger. (See Annex 1: Security, Health and Socio-political Situation).

Security-related constraints continue to affect local economic and social activities. Difficulties in accessing certain localities, movement restrictions and population displacement all disrupt production systems, market operations and the continuity of certain activities within the rural economy.

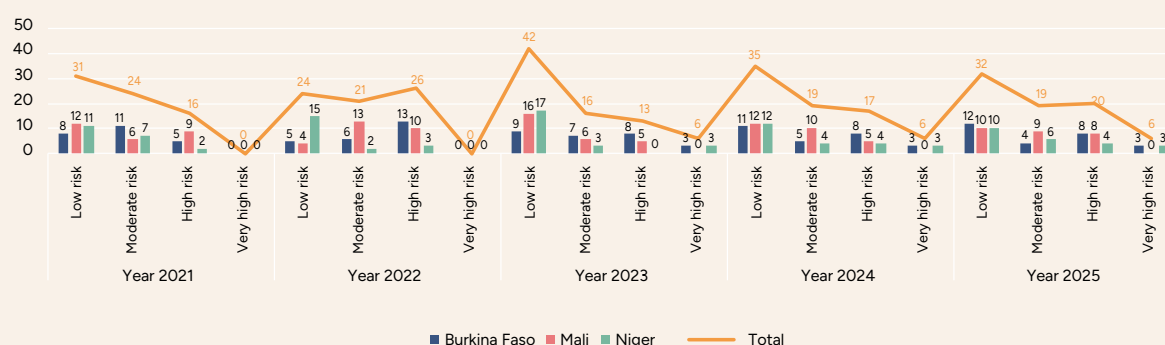
Figure 1: Pro-ARIDES intervention areas.



Figure 2: Crisis in countries of intervention (United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs, October 2025).



Graph 1: Security trends in municipalities covered by the programme from 2021 to 2025.



Political and institutional transitions in the region are also influencing local coordination frameworks and the operational environments within which territorial authorities, decentralised technical services, community organisations, and local economic actors operate. Institutional transitions and governance reconfigurations are therefore contributing to a constantly evolving regional environment.

Agro-sylvo-pastoral systems also remain highly exposed to the effects of climate change and the increasing pressure exerted on natural resources. Irregular rainfall patterns, localised episodes of drought and flooding, as well as land degradation, continue to affect production capacities, food availability, and the adaptation strategies of rural households in several communities.

Socio-economic fragilities remain significant in several intervention areas, particularly with regard to access to economic services, income diversification, the functioning of local markets, and access to economic opportunities. Women and young people remain particularly exposed to these constraints despite the economic and community support deployed within the programme intervention areas.

Since 2021, the security contexts monitored by the programme, as outlined above, have progressively deteriorated, leading to increased population displacement, the weakening of local systems, and reduced access to certain rural areas. These developments have affected economic activities, supply chains, population mobility and the production and marketing capabilities of rural households.

1.3 Intervention approach, implementation, and programmatic logic

In municipalities facing structural vulnerabilities, Pro-ARIDES relies on an integrated and territorialised approach aimed at sustainably strengthening the resilience of local systems rather than responding solely to immediate needs. The programme considers that the sustainable strengthening of rural household resilience depends on a coherent set of complementary interventions, rooted in territorial realities, community initiatives, and local adaptation capacities. (See Annex 2: Intervention Approaches)

The programme therefore combines production capacities, economic opportunities, community support, sustainable natural resource management, as well as local coordination and territorial governance capacities. This articulation between productive, economic, community, and institutional dimensions aims to strengthen the adaptive capacities of households, local organisations, and agro-pastoral areas.

Central to this strategy is the idea of rooting the programme locally. The interventions are implemented in close collaboration with territorial authorities, farmers' organisations, women's groups, community organisations, and local economic actors, thereby promoting local

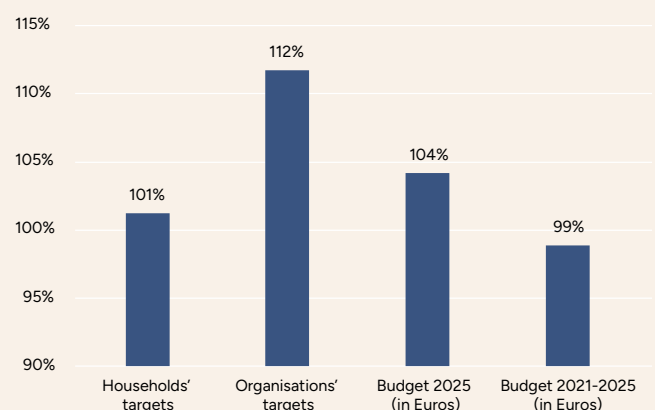
ownership of programme-supported activities and strengthening local coordination and dissemination structures.

The year 2025 forms part of the continuity of the approaches and implementation modalities developed since the launch of the programme within operational contexts marked by significant security, climatic, and institutional variability. The programme is implemented across 71 municipalities distributed among the three intervention countries, where activities cover a wide range of areas including agricultural and livestock production, nutrition, economic diversification, sustainable natural resource management, community awareness-raising activities, as well as capacity strengthening for local organisations and territorial actors.

Programme implementation relied on a strong capacity for territorial adaptation in order to take account of the diversity of local contexts and the evolving operational realities within the intervention areas. Intervention modalities prioritised community proximity, the strengthening of local organisations, and the territorial anchoring of interventions in order to maintain continuity of activities in sometimes unstable environments. This was reflected in particular through the adaptation of intervention modalities, an increased role for community focal points, and the continuous mobilisation of local partners, territorial authorities, and community structures (Annex 3: Stakeholders).



Graph 2: Evolution of phase I of the programme



953

Villages reached
in the three
countries in which
the programme is
active

142,677

Households empowered
to manage land and
water resources,
including 10% female
heads of household and
3% pastoralists

3,614

Organisations reached
by the programme,
including 77 WOs, 77
YOs and 869 VSCAs

The year 2025 also made it possible to consolidate several achievements developed since 2021. At local level, interactions between territorial authorities, farmers' organisations, community groups, and other territorial actors continued to become more structured, fostering ownership of several programme-supported actions and collaboration frameworks, as well as the partial continuity of certain activities beyond those directly implemented by the programme alone.

The implementation modalities also reflect the diversity of territorial realities encountered across the three intervention countries. The levels of progress, constraints encountered and local capacities mobilised vary from one region to another, shaping both the pace of implementation and the specific pathways through which they are deployed.

The final year of the programme's first five-year cycle also constituted an important period for consolidating achievements, capitalising on experiences, and structuring lessons learned from the different intervention trajectories. The monitoring, evaluation, documentation, and capitalisation work carried

out during this period made it possible to deepen understanding of the changes observed at household and community levels.

The programme continued its efforts in communication, capitalisation, and visibility in order to strengthen experience-sharing, dissemination of results, and dialogue with institutional partners, donors, and local actors (Annex 4: Communication Results). Digital platforms, social media, community radio stations, and various multilingual communication tools were mobilised in order to adapt dissemination to both institutional and community audiences across the three intervention countries.

From a financial perspective, the programme recorded a high overall level of budget execution in 2025, with an annual execution rate of 104% and, at the end of Phase I, subject to confirmation by the ongoing audit, a cumulative rate of 99% (Annex 5: Pro-ARIDES 2025 Budget Execution and Annex 6: Pro-ARIDES 2025 Financial Report).



2. Results and transformations observed

This section presents a consolidated overview of the main results and changes documented during Phase I of the Pro-ARIDES programme (2021–2025) in the intervention areas of Burkina Faso, Mali, and Niger¹. It combines programme performance data, lessons learned from Action Research, capitalisation exercises, as well as operational information produced through activity monitoring. (See Annex 10: Results by Country 2025).

Beyond immediate achievements, the analysis provides a broader perspective on the changes observed in production systems, food security, economic and social inclusion, community organisation, and territorial governance. This reading is framed within a contribution logic, taking into account the interactions between the various intervention pathways, local adaptive capacities, and the security, climatic, and institutional contexts in which the actors supported by the programme operate.

Impact stories complement this analysis by illustrating certain changes observed at household, local organisation, and community levels over the first five years of the programme.

The tables below summarise the main results achieved at programme level and across the three intervention countries, as well as an overview of priority outputs monitored under donor commitments.

¹ Source of information
Annex 7: Distribution of local actors and key activities across the three countries
Annex 8: Overview of pro-arides pathways and areas where results have been achieved
Annex 9: Activities carried out in 2025 by programme pathway

Table 1: Main results by country

Programme	Plan	Achievement	Rate
Farming households		78,385	
Agro-pastoral households		38,081	
Pastoral households		3,719	
Indirect households		22,492	
Total Households	141,650	142,677	101%
FO	1,281	1,669	130%
WO	84	77	92%
YO	84	77	92%
NRMB	1,166	1,094	94%
SME	619	697	113%
Burkina	Plan	Achievement	Rate
Farming households		18,246	
Agro-pastoral households		17,833	
Pastoral households		1,268	
Indirect households		14,137	
Total Households	51,187	51,484	101%
FO	380	338	89%
WO	28	28	100%
YO	28	28	100%
NRMB	616	616	100%
SME	431	431	100%
Mali	Plan	Achievement	Rate
Farming households		23,759	
Agro-pastoral households		9,627	
Pastoral households		803	
Indirect households		4,129	
Total Households	52,153	52,875	101%
FO	403	488	121%
WO	33	32	97%
YO	33	31	94%
NRMB	311	297	95%
SME	57	114	200%
Niger	Plan	Achievement	Rate
Farming households		36,380	
Agro-pastoral households		10,621	
Pastoral households		1,648	
Indirect households		4,226	
Total Households	38,310	38,318	100%
FO	498	843	169%
WO	23	17	74%
YO	23	18	78%
NRMB	239	181	76%
SME	131	152	116%



In 2025, the scale and intensity of implementation varied across the three countries. Despite a challenging context in the intervention countries, the programme demonstrates a generally high level of achievement of its objectives, supporting the expected changes in line with the results framework indicators. These results are reported by country (See Annex 11: Planned Outputs and Achievements 2025).

Table 2: Priority outputs of donors

Output	Indicator	2025			Donors
		Planned targets	Targets achieved	%	
Greater awareness among households and farmers'/women's organisations of the benefits of healthy eating and participatory decision-making	# AAP (m/f) households supported through diversification / nutrition activities	5,069	6,533	129%	DGIS
Climate-adapted technologies, inputs and practices made available to households (and their workforce) in line with needs	Area (ha) of land covered by climate change-resilient technologies	30,033	20,711	69%	DGIS
Increased knowledge among AAP households and FOs on practices for managing farm resources sustainably	# AAP households participating in training activities on climate-resilient production	7,229	6,037	84%	DGIS
Agricultural and agro-pastoral households (AAP households), women and young people are connected with income-generating opportunities outside of farming	# AAP (m/f) households supported through IGAs outside of farming	200	200	100%	CCDMP
Improved capabilities and knowledge among suppliers delivering specific services (some of which are ICT-based) to different users/clients	# SMEs and FOs providing services to AAP households supported to strengthen their capacity to provide services that meet households' needs	1,518	1,416	93%	CCDMP
Reference frameworks developed for mechanisms and tools supporting land tenure security for AAP households and natural resource management ()	# Municipalities that have implemented or supported the revitalisation of their land structure	71	57	80%	CCDMP
Improved capacities of land-related social groups regarding multi-stakeholder dialogue, NRM, equitable decision-making and conflict resolution (mediation capabilities)	# Organisations supported to strengthen their capacities for mediation, multi-stakeholder dialogue, NRM and inclusive decision-making	687	678	99%	CCDMP

	Good performance >= 90%
	Average performance >=75% < 90%
	Weak performance < 75%

2.1 Programme performance against the 2021-2025 results framework

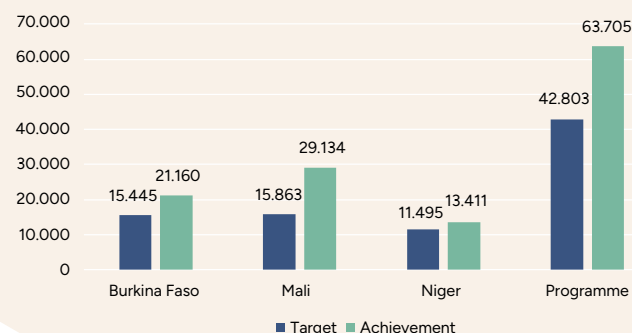
This section presents the main changes documented at the level of households, local organisations, and municipalities supported by the Pro-ARIDES programme following the 2025 Performance Evaluation. It triangulates results framework monitoring data with inputs from Action Research, capitalisation work, and territorial analyses in order to provide an integrated interpretation of the changes supported during Phase 1 in relation to agricultural production, community resilience, economic inclusion, and territorial governance. (Annex 12: Methodological approach and analytical framework, as well as other information sources and programme data sources²).

2.1.1 Strengthening production systems and livelihoods

In 2025, activities implemented by Pro-ARIDES strengthened agricultural and agro-pastoral production systems as well as livelihood diversification capacities in the intervention areas of Burkina Faso, Mali, and Niger. The actions undertaken combined the dissemination of improved agricultural practices, access to seeds and appropriate technologies, technical support for producers, and support for local economic initiatives.

The dissemination of improved agricultural practices relied in particular on Farmer Field Schools (CEAPs), community replication plots, and local demonstration sites established in several areas of Burkina Faso, Mali, and Niger. In Mali, 71 CEAPs and more than 150 replication plots were established, involving over 1,200 producers, including 402 women and 622 young people. In Niger, 67 CEAPs engaged nearly 1,833 learners, including 661 women. These platforms facilitated the dissemination of agroecological practices, soil and water conservation/land rehabilitation (CES/DRS) techniques, improved and biofortified crop varieties, as well as the local testing of practices adapted to climatic constraints and household needs. The demonstration and replication approaches were also extended through

Graph 3: Number of AAP households (m/f) that increased their production



market gardening activities, homestead gardens, and community-level nutrition awareness initiatives. In Mali, 875 homestead gardens were established in the Bankass, Koro, San, and Tominian districts in order to support dietary diversification and local production. In addition, the introduction of improved and biofortified varieties of millet, sorghum, cowpea, and groundnut was supported through 84 specialised farmer field schools developed in collaboration with ICRISAT. Participatory selection and seed multiplication activities involved 41 producers across more than 10 hectares of trial plots, with the aim of strengthening local availability of more resilient varieties adapted to household nutritional needs. Following the initial harvests, nearly 3 tonnes of seed were produced for subsequent agricultural seasons. The involvement of lead farmers, CEAPs, replication plots, and community focal points aimed in particular to strengthen local capacities for the production, ownership, and dissemination of improved seeds within the intervention areas.

The demonstration sites recorded significant productivity gains. Available measurements indicate an average yield improvement estimated at 58% for improved agricultural practices compared to traditional farming practices, with variations depending on crop type: 53% for millet, 50% for fonio and up to 81% for cowpea.

These interventions also contributed to strengthening local adaptive capacities in response to climatic and environmental constraints. Agroecological practices, soil and water conservation approaches, land restoration activities, and the introduction of more resilient crop varieties have helped to secure certain agricultural activities. More than 800 households were supported

² Sources of information

Annex 13: Performance Study of Pro-ARIDES Households in Burkina Faso (Quantitative and Qualitative);

Annex 14: Performance Study of Pro-ARIDES Households in Mali (Quantitative and Qualitative);

Annex 15: Performance Study of Pro-ARIDES Households in Niger (Quantitative and Qualitative);

Annex 16: Performance Study of Organisations (Burkina Faso, Mali, Niger);

Annex 17: Performance Study of SMEs (Burkina Faso, Mali, Niger);

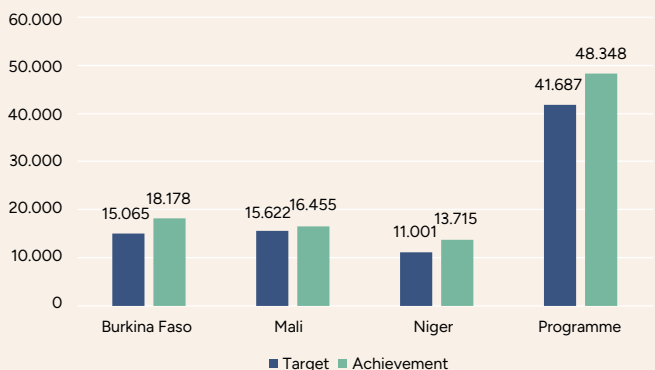
Annex 18: Case Study of Resilience to Climate Change (Burkina Faso, Mali, Niger)

Annex 19: Action-Research Results 2025

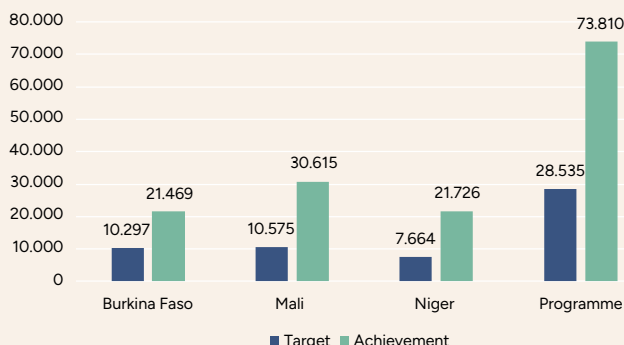
Annex 20: Programme Performance Against the Results Framework

Annex 21: Monitoring of Change Dynamics at the Municipal Level (Burkina Faso, Mali, Niger)

Graph 4: Number of AAP households (m/f) that have diversified production, including through market gardening



Graph 5: Number of AAP households (m/f) that have improved their diet



in soil restoration and conservation practices, while over 12,000 food and fodder plants were introduced in the intervention areas.

In Niger, studies and monitoring work also highlight significant adoption of several good agricultural practices in the Pro-ARIDES intervention areas. The observed changes notably concern agroecological practices, soil and water conservation/land rehabilitation (CES/DRS) techniques, Farmer-Managed Natural Regeneration (FMNR), water harvesting and storage systems, as well as certain approaches to diversification and improvement of production systems. These changes were supported through accompaniment, demonstration, and replication approaches via CEAPs, replication plots, and community focal points.

Productive and economic diversification has been another important lever for supporting livelihoods and increasing resilience. Support has notably focused on market gardening, poultry farming, beekeeping, fish farming, and agro-processing. At programme level, 35.07% of supported households diversified their production, with relatively balanced results across the three countries. For example, in Burkina Faso, poultry-related activities enabled the production of more than 3,800 chicks, the rearing of over 1,800 improved poultry birds, as well as the marketing of several hundred poultry heads.

Besides agricultural production, economic support has also helped households to diversify their income. More than 3,000 promoters of non-agricultural economic initiatives have been supported, alongside several local SMEs involved in value chains and territorial economic services. Aggregate indicators show that 71.73% of supported households diversified their sources of income, with particularly high levels in Burkina Faso and Mali. However, the differences observed between countries, detailed in the annex, highlight that local economic activities remain strongly influenced by

territorial contexts, access to finance, local organisational capacities, as well as security and climatic constraints affecting the intervention areas.

2.1.2. Developments in food security, nutrition and household resilience

Pro-ARIDES has also contributed to strengthening food security, nutrition, and household resilience in Burkina Faso, Mali, and Niger. Activities combined the diversification of production, improvement of nutritional practices, promotion of local products, community awareness and the strengthening of local adaptation capacities.

Food diversification and community nutrition activities constituted an important component of the intervention. In Niger, more than 17,500 households have been supported through activities to diversify production and food systems. Across the programme as a whole, more than 5,100 households have benefited from training on nutritional diversification, notably through the development and dissemination of 35 culinary recipes adapted to local circumstances. In several municipalities, these approaches also incorporated the valorisation of wild food products identified through Action Research activities, particularly in Niger. These activities relied on NRLCs, culinary demonstrations and the mobilisation of 333 community liaisons and Mother Leaders.

At programme level, 52.1% of supported households improved their diet during Phase 1, with modest results in Burkina Faso (41.7%) and particularly strong outcomes in Mali (57.9%) and Niger (56.7%).

Action Research also highlights an overall positive perception of changes in income and food security. Among the households surveyed, 79% reported positive changes since 2021, while 15% mentioned negative changes, mainly linked to climate, economic or security factors affecting agro-sylvo-pastoral systems. Households attribute these trajectories to a

combination of factors, including programme interventions, local initiatives, and household-level adaptive capacities.

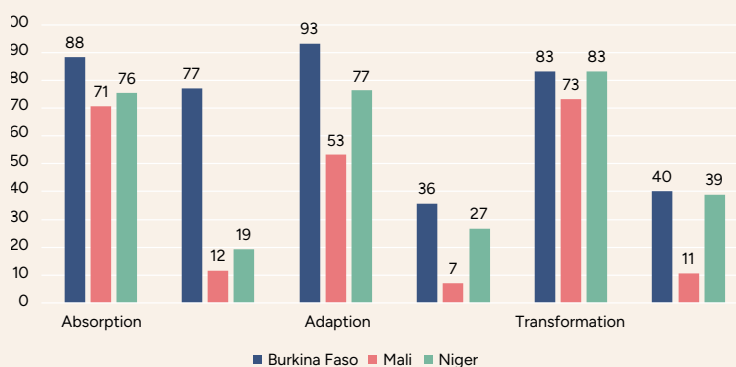
However, the impact study provides a more nuanced interpretation of results, which vary across levels of observation. In Niger, the village-level impact study did not identify a significant effect of the programme on food security and incomes at population level compared with control villages. These findings nevertheless suggest that programme effects are more apparent among direct beneficiaries, and that certain transformations still require scaling up and consolidation over time in order to produce broader, territorially observable impacts.

The studies on household resilience nevertheless indicate that direct beneficiaries of the programme demonstrate significantly higher resilience capacities than control groups. The observed differences relate in particular to income diversification, the adaptive capacities of production systems, shock management tools, as well as certain dimensions linked to household food security. These results tend to confirm that programme effects are more clearly visible at the level of directly supported households than at the population level across municipalities. The programme has also supported crop diversification, soil and water conservation (CES/DRS) practices, rainwater harvesting systems, warehouse receipt systems (warrantage), storage infrastructure, as well as certain hydro-agricultural developments and irrigation or solar-powered borehole systems.

Within the framework of the programme, climate resilience is defined as the capacity to anticipate, prepare for, and respond to climate-related risks, trends, or disturbances. Its development involves strengthening the absorption, adaptive, and transformative capacities of communities and local organisations.

Case studies in Burkina Faso, Mali, and Niger have made it possible to draw conclusions on the absorption, adaptive, and transformative capacities of the targeted communities and local organisations supported by the programme (Annex 18: Case studies on Climate Change Resilience: Burkina Faso, Mali, Niger).

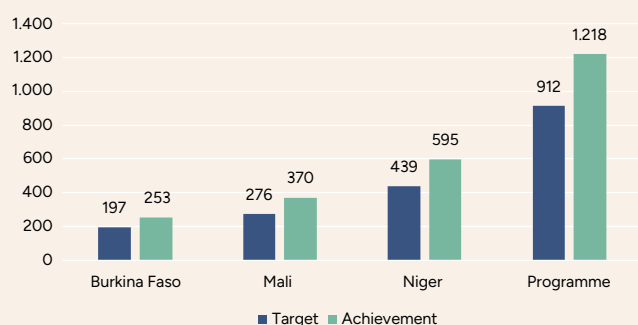
Graph 6: Contribution of the Programme to Climate Change Resilience Capacities



- **Absorption capacities:** The vast majority of targeted households consider that the programme has improved their absorption capacity. The programme has had a significant impact on household resilience to climate-related shocks.
- **Adaptive capacity:** A large majority of targeted households acknowledge an improvement in their adaptive capacity thanks to Pro-ARIDES. The programme has strengthened resilient practices and the diversification of economic activities. Qualitative surveys have highlighted the positive impact of Pro-ARIDES on strengthening the adaptive capacities of local communities in the face of climate-related challenges.
- **Transformative capacity:** A large majority of targeted households report that the programme has improved their transformative capacity. The programme has enabled a structural shift in beneficiaries' livelihoods. Pro-ARIDES has exerted a significant influence on the socio-economic transformation of beneficiary communities by implementing initiatives aimed at strengthening their resilience to climate and economic challenges.

Overall, these findings reflect a strengthening of household and community capacities to cope with constraints affecting local agri-food systems, despite contexts that remain marked by security instability, climate shocks, and economic fragilities.

Graph 7: Number of OP/OF/OJ/SME/municipal bodies in which women and young people hold at least one key position



2.1.3 Strengthening local organisations and territorial cooperation

During Phase 1, Pro-ARIDES supported the strengthening of local organisations and territorial cooperation in the intervention areas of Burkina Faso, Mali, and Niger. Support focused on accompanying farmers' organisations, cooperatives, local unions, women's groups, village savings and credit associations (VSCA), as well as economic actors involved in value chains and local economic systems.

This support combined technical training, organisational assistance, the structuring of groups and support for local economic initiatives. Several dozen rural SMEs and more than 3,000 holders of economic initiatives benefited from support under the economic structuring activities and Local Investment Funds (FIL). In several municipalities, this support strengthened local capacities for collective management, economic organisation, and activity diversification.

Local consultation platforms supported by the programme, including VSCAs, consultation frameworks, local awareness-raising activities, and community coordination approaches, facilitated various exchanges at municipal and village levels. Community forums held in 27 municipalities and 107 villages promoted dialogue between territorial authorities, decentralised technical services, community organisations, and local economic actors on issues related to food security, natural resource management, and territorial development.

In several municipalities, local coordination and accountability frameworks such as CCRs, CCSI, and other mechanisms strengthened territorial consultation structures, collective mobilisation, and monitoring of programme-supported initiatives.

In parallel, several initiatives related to the digitisation

of local monitoring, data management, and municipal planning contributed to strengthening certain local capacities for organisation and coordination. These efforts notably included the introduction of digital tools for activity monitoring, local tax management, and data collection at both municipal and community levels. In some communities, these developments improved information flow between local authorities, technical services, community organisations, and local focal points, while also strengthening local capacities for administrative monitoring and territorial management.

Phase 1 also strengthened linkages between territorial authorities, community organisations, farmers' organisations, natural resource management structures, and other local actors involved in the intervention areas. Beyond the strengthening of individual organisations, the approaches developed by Pro-ARIDES have contributed to structuring local spaces of cooperation between actors around issues of production, natural resource management, conflict prevention, and local economic development.

In several contexts, this linking of local actors has facilitated the circulation of information, the sharing of experiences, and greater continuity of certain collective actions at community and territorial levels.

2.1.4 Economic and social inclusion of women and young people

The Pro-ARIDES programme has placed significant emphasis on the economic and social inclusion of women and young people in the intervention areas. Support has focused both on access to economic opportunities, capacity strengthening, community participation, and the development of frameworks that promote more active involvement of women and young people in local resilience and territorial development processes.

Community replication and local awareness-raising activities (CEAPs, replication plots) mobilised nearly 5,000 participants, including more than 4,300 women involved in community dissemination activities, local support, and awareness-raising initiatives. These activities strengthened their participation in local platforms for the dissemination of agricultural, nutritional, and community practices.

Women have also played an important role in community-level work on nutrition and food security through NRLCs, cooking demonstrations and nutrition awareness-raising activities. In total, 333 community

focal points and “Mamans Lumières” (Mother Leaders), particularly active in Niger and Mali in community nutrition and pastoral approaches, supported households on issues related to dietary diversification, child nutrition, and the valorisation of local products.

Economic support enabled several thousand women and young people to strengthen their involvement in various productive and income-generating activities, particularly in market gardening, poultry farming, agro-processing, petty trade, beekeeping, as well as initiatives supported under Local Investment Funds (FIL). Village Savings and Credit Associations (VSCAs) and local savings and credit initiatives also contributed to strengthening organisational capacities for economic activity and local empowerment. In several municipalities, 54 new VSCAs bringing together more than 1,800 members, of whom approximately 92% were women, were established and supported in their savings, credit, and income-generating activities. In some areas, economic and community support activities also relied on the use of digital tools for monitoring, communication, and information dissemination for the benefit of local organisations, community focal points, and supported economic actors. These uses mainly concerned activity monitoring, the circulation of information between territorial actors, as well as local management initiatives and community awareness-raising.

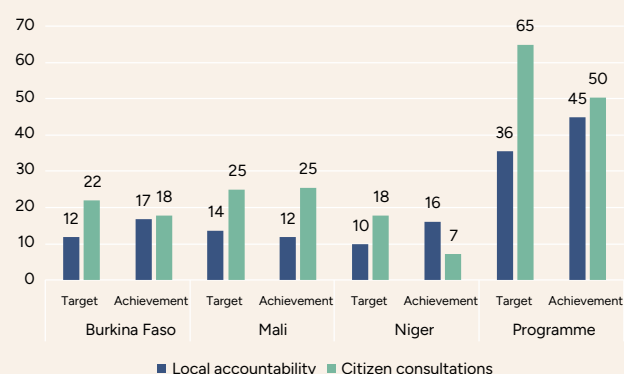
At programme level, the participation of women and young people increased within certain farmers’ organisations, women’s organisations, youth organisations, local SMEs, and consultation frameworks. In several municipalities, 128 “engaged men” committees involving nearly 2,000 members were also supported to address issues related to changing social norms, community participation, and the inclusion of women and young people.

Several capitalisation narratives notably highlight trajectories of economic empowerment, strengthened social confidence, and increased involvement in local community mobilisation, although these changes remain uneven across territorial and socio-cultural contexts.

However, situations remain mixed across communities and socio-cultural settings. Constraints related to access to economic resources, social norms, and structural vulnerabilities continue to influence inclusion outcomes in several intervention areas.



Graph 8: Number of municipalities that have strengthened accountability and transparency in public affairs, and number of municipalities that have organised citizen consultations at least once a year



2.1.5 Local governance, coordination, and institutional transformations

Between 2021 and 2025, Pro-ARIDES supported the strengthening of local governance, territorial coordination, and institutional capacity-building in the intervention areas of Burkina Faso, Mali, and Niger. Activities focused on strengthening consultation frameworks, improving local coordination structures, and developing tools for territorial management, community monitoring, and local mobilisation.

In several municipalities, the programme strengthened collaboration between territorial authorities, decentralised technical services, community organisations, farmers' organisations, and local economic actors. MAFs, MIMCs and community dialogue platforms supported regular discussion around issues related to food security, natural resource management, social cohesion and local economic development.

Citizen consultations, accountability days, and participatory community monitoring approaches (CCRs, CCSIs) contributed to strengthening local capacities for social dialogue, collective coordination, and citizen participation at local level. Progress is visible in several supported municipalities, particularly in terms of accountability and local transparency. These developments have also been accompanied by strengthened relations between local authorities and populations, particularly around issues of transparency, information sharing, and citizen participation in consultation and accountability frameworks.

Support provided to farmers' organisations, local unions, rural SMEs, and value chain actors has improved certain local capacities for economic coordination and collective management.

In several municipalities, initial territorial digitalisation initiatives have improved local capacities for data

management, administrative monitoring, and territorial planning. In several municipalities in Niger, the introduction of digital tools for monitoring and local tax management has been accompanied by a significant increase in municipal tax revenues, with increases reaching, in some cases, between 73% and 116%. This progress results both from improved local management capacities, strengthened revenue monitoring, and reinforced community-based approaches to mobilisation and local accountability.

Community-based natural resource management frameworks (local land governance bodies, agro-pastoral consultation platforms, and mediation structures), as well as local consultation activities established in several agro-pastoral areas, have contributed to strengthening certain local capacities for conflict prevention and for securing land tenure and livelihoods.

2.1.6 Cross-cutting analysis of observed trends

The cross-cutting review of results indicates that the changes supported by Pro-ARIDES are primarily based on the interplay between several complementary pathways implemented since 2021. Changes related to agricultural production, food security, income diversification, social inclusion, community organisation, and local governance appear to be strongly interconnected.

Farmer Field Schools (CEAPs), replication plots, FARNs, VSCAs, community consultation frameworks, as well as local economic and community support structures, have often functioned in a complementary manner at local level. Action Research also indicates that surveyed households generally associate observed changes with a combination of multiple factors rather than a single activity.

This cross-cutting analysis highlights the central role of community focal points, VSCAs, FARNs, and local consultation frameworks in the uptake, dissemination of practices, and local adaptation capacities. It also shows that resilience capacities are largely based on the combination of productive, economic, nutritional, and organisational support built over time.

These changes nevertheless remain influenced by territorial contexts, security constraints, climate variability, and local institutional capacities. The transformations identified therefore remain differentiated across municipalities, household vulnerability levels, and local capacities for organisation and coordination.

2.2 Programme impact stories in 2025

As part of the capitalisation work conducted in 2025, several impact stories were collected from actors supported by Pro-ARIDES in the intervention areas of Burkina Faso, Mali, and Niger. These narratives more concretely illustrate certain pathways of change observed at household, local organisation, and community levels during Phase 1. (Annex 22: Collection of qualitative narratives of programme results 2025)

The stories highlight developments in areas such as local governance, the economic empowerment of women and young people, the strengthening of local production systems, the development of rural SMEs and community resilience. They complement the report's analysis by providing qualitative insight into the transformations supported by the programme.

Strengthening the social contract and local governance

- Long marked by mistrust between populations and local authorities, the **municipality of Godyr (Burkina Faso)** has regained a climate of trust thanks to the establishment of the Municipal Accountability Committee. Local people have progressively retaken ownership of development projects and tax awareness campaigns have improved community mobilisation. Furthermore, local revenues have increased significantly, enabling the municipality to restart several essential services.
- In Fangasso (**Mali**), **the mayor and his team** were facing an almost unmanageable situation: unpaid wages, paralysed public services and a despondent community. With support from the programme, the municipality has improved planning and resource management and introduced digital tools for tax collection. Citizen days and community mobilisation efforts restored trust between the town hall and residents.

Rural youth and alternatives to migration

- Refusing to see the young people of Namaro (**Niger**) fall into migration or resignation, **Abdourahmane Ibrahim** became involved in advocacy actions to defend the interests of local youth. Support for the Municipal Youth Council made it possible to secure 23 hectares of arable land, offering new economic prospects for young people in the municipality and strengthening their participation in community life.



- **Mahamadou Yattara** also intended to leave Tominian (**Mali**) in the face of economic difficulties and unprofitable livestock farming. The training received through the programme enabled him to transform his traditional activity into a genuine livestock business. His herd has grown, his income has increased significantly, and his experience has now inspired other young people to believe in the economic potential of their local area.
- In the municipality of Bassi (**Burkina Faso**), **Daouda Ouédraogo** had to abandon his studies to support his family and cope with the depletion of agricultural land. Thanks to training on soil restoration and improved agricultural techniques, he revitalised his plots and became a recognised community focal point. His hard work is now helping to spread more resilient farming practices among other producers.



Economic empowerment of women and young people

- The journey of the women of the **Dan al Oumma VSCA (Niger)** illustrates how a simple community savings group can become a powerful lever for economic empowerment. Under the leadership of Aminatou Tahirou, the group developed agro-processing activities, strengthened collective savings, and enabled its members to develop their own income-generating activities.
- Returning to **Burkina Faso** after the crisis in Ivory Coast, **Regma Yaméogo** had to rebuild her life in particularly difficult circumstances. With support provided to her business Waguéssé, specialising in cassava processing, she modernised her facilities, expanded production, and created jobs for young people, women, and internally displaced persons.
- Passionate about cooking since childhood, **Salimata** transformed her small catering activity in Pel Maoudé (**Mali**) into a sustainable economic initiative. The training, equipment and business opportunities gained through the programme have allowed her to significantly enhance her business, SINDJERE, increase her household income and offer opportunities to several young people in her community.

Community resilience and sustainable resource management

- The restoration of the **PÉKOROKÉ pond** in **Bogossou (Mali)** restored hope to an entire community facing the degradation of natural resources and youth outmigration. Through collective action around pond dredging, fish farming and community resource management, local residents were able to increase their incomes, improve water availability and create new local economic opportunities.
- In the village of **Kawara (Niger)**, **Aboubacar Ibrahim** had long dreamed of contributing to the treatment of animals in his community. After receiving training as a livestock assistant, he now plays a key role in local veterinary services for several agro-pastoral villages. His work helps to reduce livestock losses and strengthen the incomes of livestock-rearing households.

Community nutrition and pastoral inclusion

- In the pastoral **settlements of Malley (Mali)**, **Sa'a** witnessed an increasing number of malnutrition cases and child deaths without being able to find appropriate solutions. After agreeing to alert the health services despite reluctance within her community, she became "Light Mother" and now plays an active part in nutritional screening activities, cooking demonstrations and awareness-raising sessions organised through the pastoral NRLCs.
- In several pastoral settlements in Niger, Mother Leaders have played a central role in the fight against child malnutrition. Through the **pastoral Foyers d'Apprentissage et de Réhabilitation Nutritionnelle (FARNs)**, cooking demonstrations, and homestead gardens, they now support households in nutritional screening, improving dietary practices, and promoting solutions adapted to local pastoral realities. These community-level transformations have contributed to strengthening local care for malnourished children in several municipalities. (**Niger**)

2.3 Cross-cutting reading of transformations

This section provides a cross-cutting analysis of the main transformations observed during Phase 1 of the programme. It highlights the complementarities between intervention pathways, local ownership approaches, and the factors that influenced change trajectories in the supported municipalities.

2.3.1 Articulation of intervention pathways

The transformations identified during Phase 1 result primarily from the articulation of several intervention levers deployed simultaneously within the supported communities. Changes related to agricultural production, economic diversification, community nutrition, local organisation, and territorial governance have reinforced each other throughout the programme.

In several municipalities, technical and productive support has interacted with community focal points, local economic support initiatives, and spaces for consultation and collective mobilisation. This combination of approaches has contributed to strengthening both household productive capacities, local coordination, and community ownership of programme-supported activities.

The most significant changes generally appear in contexts where economic, social, nutritional, and organisational dimensions have been able to mutually reinforce one another over time. This complementarity constitutes one of the main factors explaining the consolidation of local resilience capacities observed since 2021.

2.3.2 Local resilience and adaptive capacities

The support deployed in the intervention areas has also contributed to strengthening local adaptive capacities in the face of climatic, economic, and security constraints affecting agro-sylvo-pastoral systems.

The approaches developed around agroecology, economic diversification, and land restoration have acted simultaneously on several dimensions of household resilience: securing production systems, diversifying livelihoods, improving natural resource management practices, developing complementary economic activities, and strengthening community capacities for support and coordination.

At local level, the support provided has strengthened capacities to anticipate, absorb, and manage recurring shocks. Income diversification, agroecological approaches, local production or storage infrastructure, as well as land restoration practices, have helped to reduce certain structural vulnerabilities affecting rural households.

Perception surveys from Action Research indicate that surveyed households predominantly associate the improvements observed since 2021 with enhanced economic, productive, and food security capacities.

Comparisons between direct beneficiary households and control groups also highlight higher levels of economic diversification, adaptive production systems, and shock management capacities among households directly supported by the programme.

2.3.3 Local ownership and continuity of practices

Community focal points, VSCAs, FARNs, producer groups, and local consultation platforms have significantly contributed to the ownership, dissemination, and continuity of programme-supported interventions.

Community focal points, local organisations, producer groups, community-based awareness approaches, and local consultation frameworks have facilitated the circulation of practices, collective learning, and local mobilisation around issues related to food security, nutrition, natural resource management, and economic diversification.

Community-based approaches (demonstrations, farmer-led replication, local awareness-raising, and close support) have also played an important role in adapting interventions to local realities. Replication, demonstration, and proximity-based support activities have facilitated the dissemination of programme-supported practices beyond direct beneficiaries alone.

Beyond the activities directly implemented, several agricultural, nutritional, and organisational practices—such as farmer demonstration approaches, agroecological and soil and water conservation/land rehabilitation (CES/DRS) practices, nutritional diversification activities, as well as certain local consultation and community support frameworks—continue to be used in several municipalities by community focal points, local organisations, and producer groups.

Capitalisation work also shows that several local initiatives continue today to rely on capacities developed at community level since 2021. In several municipalities, local focal points, community organisations, and consultation platforms now play an important role in organisation, coordination, and territorial mobilisation activities supported by the programme.

2.3.4 Structural constraints and observed limitations

The transformations documented during Phase 1 remain strongly influenced by the security, climatic, economic, and institutional contexts in which the programme was implemented.

Security constraints have also affected the scale and continuity of changes observed in certain intervention areas. In several zones, local instability, population displacement, and disruptions to economic activities have limited the consolidation of certain community, economic, and organisational initiatives supported since 2021.

Local agri-food systems also remain highly exposed to the effects of climate change, the degradation of natural resources and economic pressures affecting the

livelihoods of rural households. The changes therefore remain variable depending on municipalities, local organisational capacities, and the institutional contexts specific to each intervention area.

Several advances initiated since 2021 remain fragile. Some initiatives related to economic structuring, territorial governance, or community organisation still rely partly on technical, organisational, and financial support provided under the programme.



3. Programme governance, steering and management

3.1 Programme governance

The governance of the Pro-ARIDES programme is based on a multi-level architecture combining strategic coordination, operational steering, territorial anchoring, and programme learning and monitoring. In the sensitive contexts of the three programme countries, this structure has helped maintain the regional coherence of the programme, support the adaptive capacities of teams and partners, and strengthen coordination between local, national, and regional actors. (Annex 23: Functioning of Programme Governance and Management) This governance is structured through the following mechanisms:

- **The Steering Committee**, which brings together representatives from the consortium members (SNV, CARE, WUR and KIT) and is responsible for strategic direction, overall programme supervision and innovation.

In 2025, seven (7) meetings were held. These allowed the committee to welcome new members, as well as to clearly set out expectations, approve the 2024 annual report, discuss the conclusions of the programme's external evaluation, approve the planning processes for Phase II of the programme, and approve both the 2026-2030 plan and the 2026 annual plan.

- **The Multi-Country Management Unit (MMU)**, which is responsible for ensuring technical coordination and regional coherence. In 2025, the unit held eight (8) monthly meetings and three (3) extended meetings with national coordinating teams.

These meetings also enabled monitoring of the socio-political and security contexts in the three countries, coordination of the programme's main technical and strategic dossiers, as well as follow-up on Action Research activities, external evaluation work, resilience capacities, SME and Local Investment Funds (FIL), pastoralism inclusion, capitalisation of experiences, and preparation for Phase II of the programme.

To prepare the plan for Phase II of the programme, the UGMP organised workshops in each country by target group category: 1. Farmers' organisations, 2. Women's organisations/Youth organisations, 3. VSCAs, 4. Natural resource management bodies, 5. SMEs, and 6. Municipalities. These workshops set out to outline the direction of this second phase by identifying those practices and approaches to be scaled up, based on the lessons learnt. The UGMP also facilitated country-level workshops with all members of the national consortium to consolidate the outputs from the target group workshops. Lastly, the UGMP organised a regional workshop with all members of the consortium to review the proposed focuses for each country and develop a proposed set of focuses for the programme as a whole.



- **Country Advisory Committees (CACs)**, which bring together the main state and non-state stakeholders in each programme country to ensure institutional anchoring. One meeting was held in Burkina Faso. At this meeting, the committees acknowledged the programme's alignment with national priorities, which is critically important. It also noted the ability of the programme to adapt despite the security issues, and reviewed the specific results: Improved access to agricultural financing, better land tenure security, increased production capacity, improved food resilience and higher incomes for rural households.
- **The Country Management Units (CMUs)**, responsible for national-level implementation, including consortium members present in each country. Regular meetings were held, averaging 9 meetings per year per country (12 in Burkina Faso, 8 in Mali and 7 in Niger), facilitating planning, budget monitoring and coordination of activities and adaptation to the socio-political and security context.

- **Country Coordination Teams (CCTs)**, composed of experts from SNV, CARE and local implementation and support partners. They are responsible for daily execution and close monitoring of activities. In 2025, the Country Coordination Teams (CCTs) were fully operational and held between 2 and 4 meetings in each country (4 in Burkina Faso, 4 in Mali and 2 in Niger), allowing rigorous quarterly monitoring, continuous mobilisation of actors and the adjustment of activities according to results.
- **Country Knowledge Development Committees**, including Action-Research, set up at the end of 2024, serve as a framework for facilitating and maintaining alignment between actors, quality control and expanding on the knowledge generated by Action-Research, experience capitalisation and technical experts.

These committees began in 2025 with an average of 2 meetings held per country (3 in Mali, 2 in Burkina Faso and 1 in Niger). However, in light of the new ambitions of the Phase II programme, it was decided to transform it into a **Monitoring and Learning Committee**, as part of a strategy to strengthen the "Integrated Monitoring and Learning System", which aligns Monitoring and Evaluation, Knowledge Development, Accountability, and Learning.

Other consultations took also took place, namely:

- **Ongoing dialogue with donors (DGIS, DKMFA)** on the approval of the annual narrative report and 2025 budget, follow-up on the programme's mid-term evaluation, review of the recommendations of said evaluation and follow-up on the recommendation for Danish Cooperation funding for Phase II.
- An annual regional meeting with all governance structures, partners and donors held in Ouagadougou in October. This meeting made it possible to consolidate ownership, coordination, and the effectiveness of the Pro-ARIDES programme through the exchange of experiences, the analysis of transformations and action research, as well as the adaptation of governance frameworks, in preparation for the successful implementation of Phase II and the 2026 annual plan.

To support effective programme governance, an intranet has been set up for the use of all programme stakeholders. It includes, among other things: 1) monitoring and evaluation tools related to the programme's results framework, 2) a description of the programme's activities, 3) programme documentation covering core documents, planning, reporting and approaches, and 4) the areas of expertise of programme stakeholders.



A **dashboard** is also being developed. It will cover “key management information”, “monitoring and evaluation” data, and “knowledge”.

3.2 Risk management and mitigation measures

In 2025, the programme continued to monitor several major operational risks, particularly those related to insecurity, access constraints, climatic hazards, and institutional fragilities in certain intervention areas. These risks required ongoing strengthening of prevention measures, operational adaptation, and business continuity. (Annex 24: Risks and mitigation measures 2025).

To address these risks, Pro-ARIDES continued to implement its risk management system through annual guidelines integrated into the work plans of country teams. The programme has therefore deployed several mitigation and adaptation measures based on lessons learnt to ensure operational continuity and reduce the security impacts on human, material and financial resources.

The main measures implemented focused on:

- strict application of safety and security protocols for programme personnel and assets;
- inclusion of conflict sensitivity within the design and implementation of activities;
- regular consultation with local authorities, partners and communities in order to adapt interventions to the security situation;
- the use of Endogenous Local Support Mechanisms (ELSMs) to guarantee the continuity of activities in hard-to-reach areas;
- strengthening the capacities of community structures responsible for natural resource and land management in conflict prevention and land dispute resolution ;
- implementation of a feedback and complaints system to allow beneficiaries to report incidents, needs and concerns;
- regular monitoring of security and climate situations with the support of specialist organisations such as INSO, UNDSS and UNHAS;
- the relocation or adaptation of certain activities in high-risk areas;
- the use of community liaisons, digital tools and tailored approaches to maintain interventions on the ground.
-

In the agro-climatic field, the programme also strengthened household and community resilience actions through the promotion of climate-adapted agricultural practices, hydro-agricultural systems, land restoration, early warning systems, grain and fodder banks, as well as community-based approaches to managing food and pastoral crises.

Through this range of prevention, adaptation, and risk management tools, Pro-ARIDES was able to ensure the continuity of its interventions despite a particularly complex environment, while strengthening the resilience of communities and local institutions in the face of security, political, and climate-related crises.

3.3 Synergies and interconnections with other interventions

To ensure that the Pro-ARIDES programme is as effective as it can be, synergies and interconnections between interventions are essential across all three countries where the programme is active: Burkina Faso, Mali and Niger. Through an integrated regional approach in the Sudan-Sahelian zones, the programme promotes cooperation between institutions, technical services and community representatives in order to address challenges related to climate change, food security, pastoralism and land governance. (Annex 25: Synergies and complementarity with other interventions).

Since 2022, Pro-ARIDES has been using a mapping of NGOs, projects and programmes operating in the same areas in order to develop strategic partnerships with decentralised technical services, local authorities, civil society organisations and several regional programmes, including Soil Values. These partnerships, which have been formalised through a series of agreements, memoranda of understanding and consultation frameworks, make it possible to pool resources, avoid duplication and improve the impact of actions in intervention areas.

- In Burkina Faso, synergies developed with state structures and partners such as PARGFM, the Laboratoire Citoyenneté, PRSA, the directorate responsible for youth, CPAVI, MODHEM, the DGCP and Soil Values have made it possible to strengthen the capacities of community actors, particularly VLCs/CCFVs, to train women and young people in promising market niches, promoting the recovery of degraded land, land tenure security, and the dissemination of agricultural technologies and soil fertilisation practices.

- In Mali, partnerships established with NEF, IER, AMAPROS, RDA Mopti, RDA Ségou, CARITAS, ICRISAT and Soil Values have helped to strengthen the capacities of producers, local elected officials and technical services through Agro-Pastoral Field Schools (APFSs), the promotion of bio-digesters, the distribution of bio-fortified seeds, the organisation of agricultural fairs and funding roundtables and the dissemination of good agro-ecological practices and soil fertilisation.
- In Niger, joint work with public structures and partner projects such as MAGEL, ProDEC/GIZ, NGO Dicko, DDA/DDE/Code Rural, IDAN, ABC, RED SAACC, PROMESS III, Soil Values, 2SCALE, MAT/DC, AMN, ANFICT, DMN, ProMAP and SAAWA MEDIAS SERVICES have made it possible to strengthen local governance mechanisms, improve market access, develop bio-digesters, promote resilient agricultural practices, support APFSs, support SCOOPS, set up platforms for monitoring and evaluation and develop electronic systems for paying local taxes.





4. Lessons learnt and key adaptations

One of the main lessons learnt from Phase I concerns the importance of flexible and agile management in fragile, unstable environments. The continuity of activities has largely relied on the programme's ability, as well as that of country teams, partners, and local actors, to adjust implementation modalities in line with the territorial realities encountered.

The most sustainable changes have generally been observed in areas where several types of support have been combined over time: productive support, economic activities, community nutrition, local structuring, and territorial consultation. Territorial authorities, community organisations, farmers' organisations, local land governance structures, VSCAs, and consultation frameworks have facilitated the continuity of activities, ownership of interventions, and the local dissemination of practices supported by the programme.

The implementation experience also shows that community proximity, local focal points, and local support capacities have been important factors in maintaining activities in areas affected by security, climatic, or institutional constraints. These lessons have led the programme to strengthen context-adapted implementation modalities, the mobilisation of local actors, and community-based dissemination and support activities.

The experience gained during Phase 1 further highlights that certain transformations require long timeframes, particularly in relation to territorial governance, sustainable natural resource management, the economic empowerment of women and young people, and the structuring of agro-sylvo-pastoral systems. The differences observed between communities also underline the importance of taking into account existing local resources and capacities, security contexts, and levels of community organisation in the design and pace of interventions.

Finally, monitoring, capitalisation, and Action Research activities conducted over the first five years have strengthened the programme's analytical, learning, and adaptive capacities. The triangulation of quantitative data, qualitative analyses, and lessons learned has notably facilitated a more integrated understanding of the changes documented at household, local organisation, and territorial levels.



5. National priorities, donor policy and Pro-ARIDES

5.1 National priorities and Pro-ARIDES

The Pro-ARIDES programme is implemented within national and regional contexts where development priorities place strong emphasis on strengthening agro-sylvo-pastoral resilience, developing rural economies and local value chains, food sovereignty, the economic inclusion of women and young people, sustainable natural resource management, as well as strengthening local governance and territorial resilience in the face of security, climate, and economic crises.

Strengthening agro-sylvo-pastoral resilience: The national priorities of Burkina Faso, Mali and Niger place a strong emphasis on strengthening the adaptive capacities of production systems in the face of climate and environmental shocks. Pro-ARIDES contributes to this orientation through Farmer Field Schools (CEAPs), community replication activities, agroecological practices, climate-adapted technologies, soil and water conservation/land rehabilitation (CES/DRS) activities, land restoration, and local initiatives aimed at securing production means.

Developing rural economies and local value chains: National policies also place increasing importance on the economic transformation of rural communities, strengthening value chains, and developing income-generating activities. Activities supported by Pro-ARIDES around rural SMEs, market gardening, agro-processing, village savings and loan associations (VSCAs), community financing initiatives, and territorial economic services contribute to the development of more resilient and inclusive local economic ecosystems.

Economic inclusion of women and young people: Youth employment and the economic empowerment of women are now key national priorities in the three intervention countries. The programme supports this orientation through women's and youth organisations, community economic initiatives, income-generating activities, technical training, and initiatives promoting increased participation of women and young people in local economic and territorial activities.

Land tenure security and natural resource

management: Issues related to the sustainable management of natural resources and land tenure security are playing an increasingly important role in Sahelian national strategies. The activities supported by Pro-ARIDES around natural resource management bodies, local consultation frameworks, land restoration practices, and community-based resource management initiatives contribute to strengthening local capacities for conflict prevention and the safeguarding of livelihoods.

Local governance and territorialisation of

development: National orientations also emphasise the strengthening of local authorities, local governance frameworks, and participatory approaches. Consultation mechanisms, accountability frameworks, community dialogue approaches, and territorial tools supported by Pro-ARIDES contribute to strengthening local governance and territorial ownership of development processes.

In this perspective, Pro-ARIDES positions itself as a programme contributing to the strengthening of territorial resilience and development capacities in Sahelian contexts marked by multiple vulnerabilities, but also by a strong drive towards economic and food sovereignty.

5.2 Dutch policy and Pro-ARIDES

Current Dutch cooperation priorities focus on food security, climate resilience, inclusive economic development, stability in fragile areas and developing territorial and partnership-based approaches.

Food security and climate resilience: Dutch priorities related to the sustainable transformation of food systems are directly reflected in the activities supported by Pro-ARIDES, including agroecological practices, climate-resilient technologies, production diversification, land restoration, and community-based agro-sylvo-pastoral resilience initiatives.

Local economic development and inclusion: Dutch cooperation also focuses on creating better economic opportunities, particularly for young people and women. Pro-ARIDES contributes to this orientation through support to rural SMEs, local value chains, VSCAs (AVEC groups), income-generating activities, as well as local financing and economic support initiatives.

Integrated territorial approaches in fragile settings: Dutch policy favours those approaches that address multiple challenges at the same time with regard to economic, social, institutional and climate-related challenges. The systemic approach developed by Pro-ARIDES around agri-food systems, local governance, community-based approaches, and territorial resilience is fully aligned with this logic. It is also grounded in monitoring, learning, Action Research, and adaptive management activities that allow interventions to be adjusted in response to observed changes.

Local ownership and partnerships: The Netherlands places a strong emphasis on establishing local partnership and ensuring that communities take ownership of initiatives in line with Pro-ARIDES' implementation model. Local authorities, farmers' organisations, community-based organisations, and local economic actors play a central role in the dissemination, coordination, and adaptation of interventions within communities.

Stability and reducing vulnerability: Dutch priorities also recognise the link between economic resilience, territorial stability and reduced vulnerability. Community focal points, local consultation frameworks, local economic initiatives, and inclusive approaches supported by Pro-ARIDES contribute to strengthening local adaptive capacities in contexts highly exposed to security and climate-related vulnerabilities.

The approach adopted by Pro-ARIDES therefore aligns with Dutch priorities favouring integrated interventions that address food security, climate resilience, economic inclusion and territorial stability in fragile contexts.

5.3 Danish policy and Pro-ARIDES

Denmark's new 2025 development cooperation strategy, "A Changing World – Partnerships in Development", places special emphasis on sustainable economic growth, youth employment, climate resilience, local partnerships and integrated approaches in fragile areas.

Local economic growth and employment: The Danish strategy focuses strongly on creating economic opportunities and developing local economies. The initiatives supported by Pro-ARIDES around rural SMEs, agro-pastoral value chains, income-generating activities, VSCAs (AVEC groups), and community-based economic initiatives directly contribute to this orientation.

Resilience in fragile areas: Danish priorities favour those approaches that can simultaneously improve stability, resilience and local capacities in areas affected by crises. Pro-ARIDES' supports this policy through a territorial approach, which links local governance, production systems, community resilience and natural resource management.

Green transition and climate adaptation: The Danish strategy also gives significant importance to climate adaptation and more sustainable ways of working. These priorities are supported by Pro-ARIDES through its work related to agro-ecological practices, land restoration, climate-adapted technologies, natural resource management and pastoral resilience.

Local partnerships and territorial governance: Danish priorities emphasise the importance of multi-stakeholder partnerships and territorial ownership of development initiatives. Consultation frameworks, community-based approaches, local authorities, and local governance structures supported by Pro-ARIDES contribute to strengthening coordination and territorial steering.

Innovation and lasting change: The Danish strategy also stresses the need for approaches that can bring about lasting change in fragile areas. Monitoring, capitalisation, and territorial learning activities, as well as local coordination tools developed within Pro-ARIDES, contribute to strengthening local capacities for organisation, dissemination of practices, and adaptation in the intervention areas.

Overall, Pro-ARIDES appears to be strongly aligned with current Danish priorities concerning territorial resilience, inclusive economic growth, climate adaptation and the development of partnerships that can bring about sustainable transformations in fragile contexts.



6. Priorities and direction for the future

6.1 Territorial consolidation and resilience strengthening

The most sustainable changes observed during Phase 1 appear primarily in communities and areas where agricultural, economic, community, and institutional interventions have progressively converged around local organisations, community focal points, and active consultation platforms.

Future orientations therefore place emphasis on consolidating territorial resilience capacities through strengthening local agri-food systems, community organisations, and local governance and consultation spaces. The territorial anchoring of interventions,

the involvement of local authorities, and the role of community and professional organisations will continue to be important levers for sustaining the achievements and initiatives developed since 2021.

Future priorities will also give particular attention to the sustainable management of natural resources, climate adaptation in agro-sylvo-pastoral systems and stronger local capacities to prevent and manage food-related, pastoral and climate crises. Agroecological approaches, land restoration practices, hydraulic infrastructure, water management techniques, and local approaches to securing livelihoods are therefore expected to continue to play an important role in the priorities of the next phase.



6.2 Further development of the systemic approach and adaptive management

The lessons learned from Phase 1 show that the transformations observed in the intervention areas result primarily from the interactions between several complementary intervention dimensions rather than from effects associated with isolated interventions. In this regard, the next phase will place particular emphasis on strengthening complementarities between the different intervention areas, notably between agricultural production, natural resource management, economic inclusion, local governance, food security, and community resilience.

The experience gained since 2021 also highlights the importance of being able to adapt operations in settings subject to significant insecurity, climate pressures and institutional instability. The adjustments implemented during Phase 1 underline the value of maintaining flexible implementation modalities capable of adapting to territorial constraints and local realities encountered across the different countries of intervention.

Monitoring, Action Research, and capitalisation activities conducted over the first five years have enabled a deeper understanding of the transformations taking place at household and local organisation levels. The programme will continue efforts in monitoring, learning, documentation, and adaptive management in order to more effectively support local processes of resilience and transformation.

Annexes

Annex 1: Security, Health and Socio-political Situation
Annex 2: Intervention Approaches
Annex 3: Stakeholders
Annex 4: Pro-ARIDES Communication Results 2025
Annex 5: Pro-ARIDES Budget Execution 2025
Annex 6: Pro-ARIDES Financial Report 2025
Annex 7: Distribution of Local Actors and Key Activities in the Three (3) Countries
Annex 8: Overview of Pro-ARIDES Pathways and Areas Where Results Have Been Achieved
Annex 9: Activities Carried Out in 2025 by Programme Pathway
Annex 10: Results by Country 2025
Annex 11: Planned Outputs and Achievements 2025
Annex 12: Methodological Approach, Analytical Framework and Other Sources of Information
Annex 13: Performance Study of Pro-ARIDES Households in Burkina Faso (Quantitative and Qualitative);
Annex 14: Performance Study of Pro-ARIDES Households in Mali (Quantitative and Qualitative);
Annex 15: Performance Study of Pro-ARIDES Households in Niger (Quantitative and Qualitative);
Annex 16: Performance Study of Organisations (Burkina Faso, Mali, Niger);
Annex 17: Performance Study of SMEs (Burkina Faso, Mali, Niger);
Annex 18: Case Study of Resilience to Climate Change (Burkina Faso, Mali, Niger)
Annex 19: Action-Research Results 2025
Annex 20: Programme Performance Against the Results Framework
Annex 21: Monitoring of Change Dynamics at the Municipal Level (Burkina Faso, Mali, Niger)
Annex 22: Collection of Qualitative Narratives on the Programme's 2025 Results
Annex 23: Functioning of Programme Governance and Management
Annex 24: Risks and Mitigation Measures 2025
Annex 25: Synergies and Interconnections With Other Interventions

